



L'état de
l'insécurité alimentaire dans le monde
2003

Suivi des progrès
accomplis en vue de la réalisation des objectifs
du Sommet mondial de l'alimentation
et du Millénaire



Remerciements

Cette cinquième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration menée au sein de la FAO sous l'égide du Département économique et social (ES).

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction générale de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général du Département ES, avec l'aide d'Ali Arslan Gurkan, chef du Service des denrées alimentaires de base (ESCB), qui a présidé l'équipe technique. Andrew Marx, de KnowledgeView Ltd, a apporté une aide précieuse pour la conception et la mise en forme rédactionnelle de cette publication.

Les autres membres de l'équipe technique étaient: Jelle Bruinsma, Unité des études prospectives globales; Randy Stringer, Division de l'analyse du développement agricole et économique; Prakash Shetty, Division de la nutrition; Jorge Mernies, Division de la statistique; et Nicholas Hughes, Coordonnateur du programme du Département ES.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants: Josef Schmidhuber, Unité des études prospectives globales (ES); Haluk Kasnakoglu, Edward Gillin, Ricardo Sibrian, Loganaden Naiken (consultant), Seevalingum Ramasawmy, Cinzia Cerri, Marianna Campeanu et Vincent Ngendakumana, Division de la statistique (ES); Jean-Marc Faurès et Karen Frenken, Division de la mise en valeur des terres et des eaux (AG); Sumiter Broca, Benjamin Davis, Annelies Deuss, Amdetsion Gebre-Michael, Guenter Hemrich, Anna Carla Lopez, Prabhu Pingali, Jakob Skoet et Kostas Stamoulis, Division de l'analyse du développement agricole et économique (ES); William Clay, Irela Mazar et Guy Nantel, Division de la nutrition (ES); Maarten Immink et Jenny Riches, Unité de coordination du SICIAV (ES); Shukri Ahmed, Michael Cherlet, Merritt Cluff, Cheng Fang, Henri Josserand, Suffyan Koroma, Mwita Rukandema, Harmon Thomas et Yanyun Li, Division des produits et du commerce international (ES); Ergin Ataman, Division de la recherche, de la vulgarisation et de

la formation (SD); Marcela Villarreal, Division de la parité hommes-femmes et de la population (SD); Andrew MacMillan, Division des opérations de terrain (TC); Naoki Minamiguchi, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique.

Les principales statistiques de la consommation alimentaire, ainsi que les estimations et analyses de la sous-alimentation utilisées pour cette cinquième édition émanent, respectivement, de la Sous-Division des données de base et du Service d'analyse statistique de la Division de la statistique. La FAO remercie tout particulièrement l'équipe de Banson, Cambridge (Royaume-Uni), pour la conception, la présentation, la mise en forme et la préparation du matériel graphique.

Le Groupe de l'édition de la Division de l'information (GI) a été chargé de la correction d'épreuves, du contrôle de qualité et de l'édition électronique; les traductions ont été assurées par le Groupe de la traduction, Division de la Conférence, du Conseil et du protocole (GI).

Publié en 2003 par

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou à d'autres fins

commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org
© FAO 2003

ISBN 92-5-204986-X

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture (de gauche à droite): PS Deora/PNUE/B; PNUE/MA Walters/ Topham; Romy Hitosis/PNUE/B.



L'état de

l'insécurité alimentaire dans le monde

2003

Suivi des progrès
accomplis en vue de la réalisation des objectifs
du Sommet mondial de l'alimentation
et du Millénaire



A propos de ce rapport

Cette cinquième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI), qui constitue la dernière estimation du nombre des personnes qui souffrent de faim chronique dans le monde, fait le point des efforts accomplis aux niveaux mondial et national pour atteindre l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) en

1996, à savoir réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de ces personnes.

Le présent rapport est divisé en quatre sections principales. La première section, *La sous-alimentation dans le monde*, analyse les données les plus récentes concernant la faim. La deuxième section, *Cas particulier*, présente un cahier spécial consacré au commerce international. La

troisième section, *Sur la voie des engagements du Sommet*, examine les démarches adoptées au titre des engagements pris dans le cadre du Plan d'action du SMA. Enfin, une série de tableaux fournissent des indicateurs détaillés applicables aux pays en développement et aux pays en transition.

Les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité



Au nom du Groupe de travail interinstitutions sur les SICI AV (GTI-SICI AV), je tiens à féliciter la FAO pour l'édition 2003 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Ce rapport est devenu, à juste titre, une publication de référence en matière de sécurité alimentaire. Chaque année, il expose clairement les progrès accomplis vers la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale et montre le chemin qu'il reste encore à parcourir.

Depuis la création en 1997 du programme SICI AV, nous avons vu naître le processus des Objectifs de développement du Millénaire et les documents de stratégie de réduction de la pauvreté dans les pays, tandis qu'une nouvelle importance a été donnée à l'établissement progressif du droit à l'alimentation, dans une vision de plus en plus partagée des causes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité dans le cadre des moyens d'existence. Au vu de ces nouvelles tendances, l'Initiative SICI AV fait aujourd'hui le point de ses aboutissements et établit ses priorités stratégiques pour l'avenir. La nature interinstitutions du SICI AV constitue l'un de nos principaux atouts – la capacité de coordonner les activités d'information et de mettre en commun des expériences, des démarches et des méthodologies pertinentes. Sur la base d'une évaluation conjointe de nos activités passées, et en consultation avec de nombreuses parties prenantes, nous formulerons un nouveau plan stratégique, tourné vers l'avenir. J'attends avec impatience de pouvoir communiquer les résultats de cette évaluation et de cette planification stratégique dans l'édition 2004 de SOFI.

J'invite tous les lecteurs de SOFI à traduire ces informations en action. Utilisez ce rapport pour faire pleins feux sur l'insécurité alimentaire et la faim; mobilisez, dans votre sphère d'action mondiale, nationale ou locale, les ressources et la volonté politique nécessaires pour relever le défi. Nous avons tous un rôle à jouer et, au nom du SICI AV, nous nous engageons à travailler de concert avec vous pour délivrer une fois pour toutes notre planète du fléau de la faim.

**Lynn R. Brown (Banque mondiale)
Présidente, GTI-SICI AV**

Composition du GTI-SICI AV

Organismes d'aide bilatérale et d'assistance technique

Agence australienne pour le développement international (AusAID)
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Office de coopération EuropeAid (EuropeAid)
Agence allemande de coopération technique (GTZ)
Département pour le développement international (DFID) (Royaume-Uni)
Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)
Département de l'agriculture des Etats-Unis (USDA)

Organisations des Nations Unies et de Bretton-Woods

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)
Organisation internationale du travail (OIT)
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU/DAES)
Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
Banque mondiale (BM)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Sous-Comité de la nutrition du Système des Nations Unies (SCN)

Organisations internationales pour la recherche agricole

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IIFPRI)
Service international pour la recherche agricole nationale (SIRAN)
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

Organisations non gouvernementales internationales

CARE
Helen Keller International (HKI)
Fondation Rockefeller
Save the Children Fund – Royaume-Uni (SCF-RU)
Institut mondial pour les ressources (WRI)

Organisations régionales

Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)
Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)



Table des matières

4 Avant-propos

Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation

6 La sous-alimentation dans le monde

6 Dénombrement des victimes de la faim: dernières estimations

8 Dénombrement des victimes de la faim: tendances récentes dans les pays en développement et en transition

10 L'insécurité alimentaire et le VIH/SIDA: quand les urgences à court terme se conjuguent avec une crise de longue durée

12 L'eau et la sécurité alimentaire

14 Les «points chauds» de la faim

16 Cas particulier

16 Commerce et sécurité alimentaire: l'importance de l'agriculture et du commerce des produits agricoles dans les pays en développement

18 Commerce et sécurité alimentaire: l'ouverture du commerce nuit-elle à la sécurité alimentaire?

20 Commerce et sécurité alimentaire: le Cycle de négociations de Doha et au-delà

22 Sur la voie des engagements du Sommet

22 Agir pour combattre la faim

24 Au-delà de l'irrigation: les utilisations multiples de l'eau pour améliorer l'alimentation et les revenus

26 Cartographier la pauvreté et la faim pour les rayer plus facilement de la carte

28 Identifier ce qui détermine la durabilité des programmes de nutrition

30 Aller de l'avant

30 Mobiliser les volontés et agir pour combattre la faim

31 Tableaux

Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation

A AVANT TOUT QUELQUES BONNES nouvelles. Les dernières estimations de la FAO indiquent un recul constant de la faim dans certains pays depuis 1990-1992, période de référence du Sommet mondial de l'alimentation (SMA). Dans 19 pays, le nombre des personnes souffrant de faim chronique a diminué de plus de 80 millions entre 1990-1992 et 1999-2001.

La liste des pays qui ont obtenu un tel résultat embrasse toutes les régions en développement, comptant un pays au Proche-Orient, cinq en Asie et dans le Pacifique, six en Amérique latine et dans les Caraïbes et sept en Afrique subsaharienne. Il s'agit aussi bien de grands pays relativement prospères comme le Brésil et la Chine, qui enregistraient au départ des niveaux de sous-alimentation modérés, que de pays moins étendus où la faim était plus généralisée, tels que la Guinée, la Namibie, le Sri Lanka et le Tchad.

Et maintenant les mauvaises nouvelles. La situation est malheureusement bien différente dans la plupart des autres pays. D'après les estimations, en 1999-2001, le nombre des personnes sous-alimentées s'élevait dans l'ensemble du monde en développement à 798 millions, soit à peine 19 millions de moins que pendant la période de référence du SMA. Plus grave encore, il semble que le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde en développement ait cessé de fléchir et tende plutôt à augmenter. Dans la première moitié des années 90, le nombre de ceux qui souffraient de faim chronique avait diminué de 37 millions. Mais depuis 1995-1997, plus de 18 millions de personnes sont venues s'ajouter au rang des affamés. Quelle en est la raison. Une première analyse ne permet pas d'apporter de réponse précise à cette question. Mais un examen plus attentif met en lumière les divers facteurs qui différencient les pays obtenteurs de bons résultats de ceux dont les efforts ont échoué.

Les pays qui sont parvenus à réduire la faim étaient caractérisés par une croissance économique plus rapide, surtout dans le secteur de l'agriculture et un accrois-

sement plus lent de la population et des niveaux d'infection par le VIH moins élevés, et obtenaient un meilleur classement selon l'Indice du développement humain du PNUD.

Ces constatations concordent avec les analyses précédentes qui avaient étayé l'élaboration des grandes lignes du Plan d'action du SMA et du Programme de lutte contre la faim proposé par la FAO lors du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*. Elles marquent bien l'importance de certains éléments de base aux fins d'une amélioration de la sécurité alimentaire: croissance économique rapide; croissance du secteur agricole supérieure à la moyenne; existence de dispositifs de protection sociale efficaces permettant d'assurer une alimentation suffisante à ceux qui ne sont pas en mesure de produire ou d'acheter une nourriture adéquate. Si les données plus récentes tendent à confirmer notre vision des facteurs concourant à la sécurité alimentaire, elles nous confrontent à une autre question difficile: si nous connaissons déjà les paramètres de base de ce qui doit être fait, pourquoi avons-nous permis que des centaines de millions de personnes aient le ventre vide dans un monde qui produit de la nourriture en quantité plus que suffisante pour chacun d'entre nous, hommes, femmes et enfants?

En clair, le problème n'est pas tant le manque de nourriture, que l'absence d'une véritable volonté politique. La majorité des affamés de notre planète vivent dans les zones rurales du monde en développement, loin des leviers du pouvoir politique et hors de portée visuelle des médias et du grand public des pays développés. A moins qu'une guerre ou une catastrophe naturelle ne capte momentanément l'attention et la compassion du monde, peu est dit et moins encore est fait pour mettre un terme aux souffrances de ce «continent d'affamés» dont la population, avec ses 798 millions d'individus, dépasse largement celle de l'Amérique latine ou de l'Afrique subsaharienne. L'élimination de la faim n'a été trop souvent qu'un point parmi d'autres sur

la liste des objectifs de développement. Tous ces objectifs sont interdépendants, liés par la conjugaison fatale de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Chacun d'eux mérite et exige notre soutien. Mais nous devons également avoir l'ambition et le courage d'établir des priorités, en reconnaissant que le manque de nourriture adéquate menace la survie même des personnes et mine leur capacité de tirer parti des possibilités d'éducation, d'emploi et de participation politique, et de contribuer au développement économique et social.

Tout cela nous ramène à la nécessité d'une volonté politique et nous reconduit également aux bonnes nouvelles contenues dans le rapport de cette année. Car s'il nous faut faire état d'un bond en arrière dans la réduction de la faim, nous pouvons aussi dire d'avoir vu les signes prometteurs d'un engagement accru dans la lutte contre la faim.

Au Brésil, le Président Luiz Inácio Lula da Silva s'est engagé à éliminer la faim d'ici l'échéance de son mandat quadriennal. Il a étayé cet engagement en lançant le programme «*Fome Zero*» (Faim zéro).

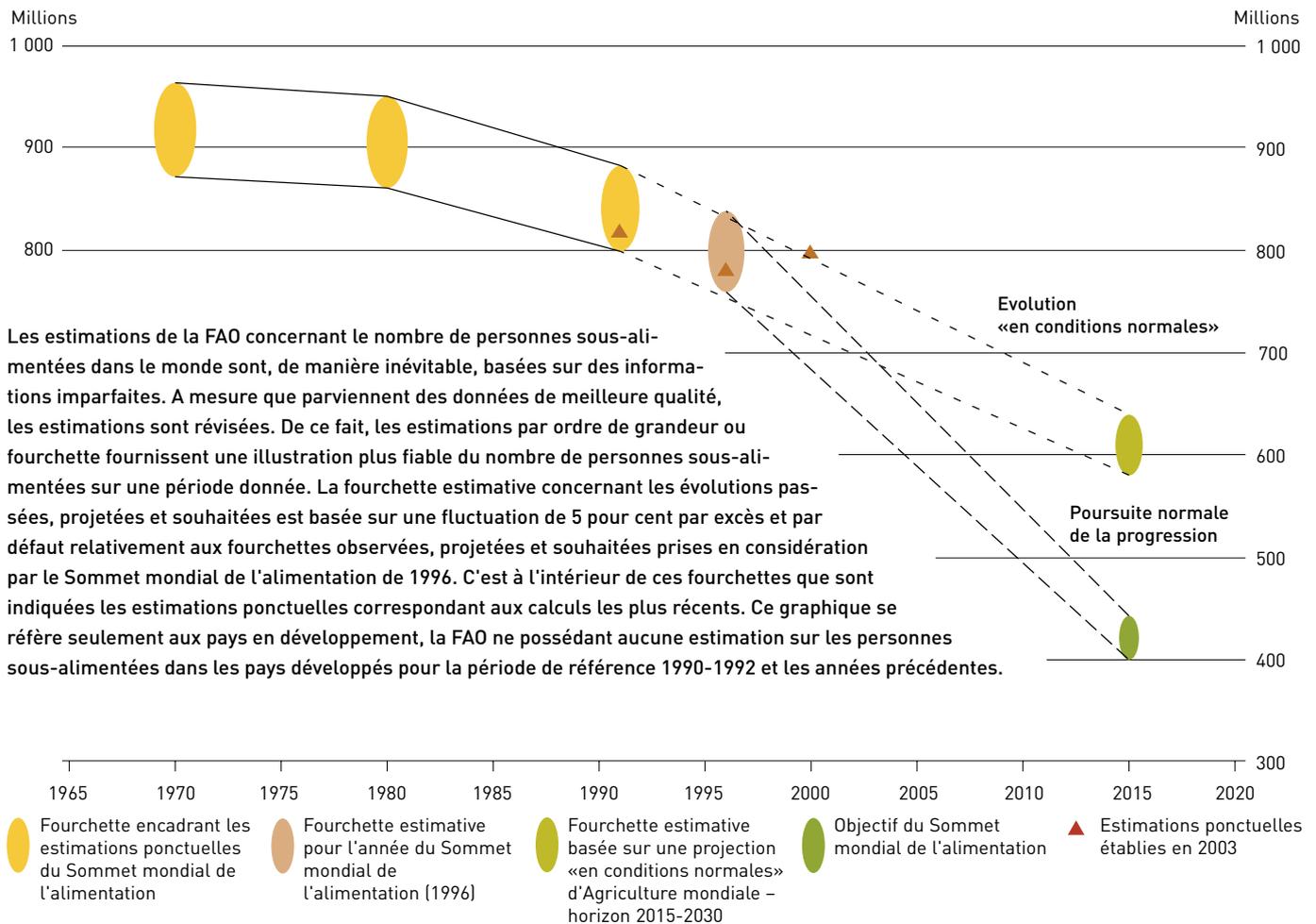
Au cours de l'année écoulée, plus de 20 pays ont demandé à la FAO de les aider à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de lutte contre la faim. Bon nombre de ces pays comptent uniquement sur leurs propres moyens et initiatives pour atteindre l'objectif du SMA sur leur territoire. Certains se sont engagés vers des objectifs plus ambitieux. Ainsi, par exemple, le Gouvernement de la Sierra Leone s'est-il fixé l'objectif précis d'éliminer la faim d'ici à l'année 2007. Lors de leur dernier sommet à Maputo, les chefs d'Etat de l'Union africaine se sont engagés à l'unanimité à accroître la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture d'au moins 10 pour cent dans les cinq prochaines années.

Le fait que ces pays aient fait de l'éradication de la faim une priorité absolue est encourageant. La façon dont ils vont procéder l'est encore plus.

La stratégie adoptée par le programme brésilien *Fome Zero* reprend de nombreux éléments du Programme de lutte contre la



Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement: ordres de grandeur sur la base d'observations et de projections, comparaison avec l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



faim. Elle privilégie une attaque sur deux fronts, associant des interventions d'urgence visant à donner aux affamés accès à la nourriture, et des initiatives de développement destinées à accroître l'emploi, le revenu et la production vivrière dans les communautés appauvries. *Fome Zero* a également forgé une vaste alliance nationale contre la faim, avec le soutien actif et la participation résolue des parties prenantes: syndicats, associations populaires, organisations non gouvernementales, établissements scolaires, universités, églises et entreprises.

Un nombre grandissant de pays montrent la voie à suivre, mobilisant la volonté politique et les ressources nécessaires pour attaquer de front le problème de la faim. Le moment est venu pour la communauté internationale de donner suite aux engagements pris lors du SMA. Nous devons désormais nous attacher à créer une Alliance internationale contre la faim qui mobilisera, à l'échelon national et mondial, un engagement qui ne réponde pas à un sentiment de charité, mais à une soif de justice et qui en appelle à l'intérêt personnel de la plupart d'entre nous, recon-

naissant que les souffrances de quelque 800 millions d'affamés constituent non seulement une tragédie insensée, mais aussi une menace pour la croissance économique et la stabilité économique du monde entier.

La faim ne peut attendre.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

La sous-alimentation dans le monde

Dénombrement des victimes de la faim: dernières estimations

LES DERNIÈRES ESTIMATIONS de la FAO signalent un recul dans le combat contre la faim.

Le nombre de personnes chroniquement sous-alimentées dans les pays en développement n'a baissé que de 19 millions entre 1990-1992, période de référence du SMA, et 1999-2001. Cela signifie que pour atteindre l'objectif du Sommet, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015, il faudra accélérer le rythme des réductions annuelles pour le porter à 26 millions par an, soit plus de 12 fois la cadence à laquelle on est parvenu jusqu'à présent (2,1 millions par an).

Une analyse des tendances plus récentes révèle des perspectives encore plus sombres. Entre 1995-1997 et 1999-2001, le nombre de personnes sous-alimentées a carrément augmenté de 18 millions (voir page 8 pour une analyse et des informations détaillées).

A l'échelle mondiale, la FAO estime à 842 millions le nombre de personnes sous-alimentées en 1999-2001, réparties comme suit: 10 millions de personnes dans les pays industrialisés, 34 millions dans les pays en transition et 798 millions dans les pays en développement. Au niveau régional, le nombre de personnes sous-alimentées a été réduit dans les régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, mais continue d'augmenter en Afrique subsaharienne, au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Améliorer les estimations de la FAO relatives à la prévalence de la sous-alimentation

Pour estimer la prévalence de la sous-alimentation, la FAO tient compte de la quantité d'aliments disponibles par habitant au niveau national et du degré d'inégalité dans l'accès à la nourriture.

Un Colloque scientifique international sur la mesure et l'évaluation des carences alimentaires et de la dénutrition, tenu en 2002, a conclu que la méthode employée par la FAO était la seule disponible à l'heure actuelle pour estimer la prévalence de la sous-alimentation aux niveaux mondial et régional. Il a aussi demandé que des efforts soient faits pour améliorer à la fois les données et l'approche analytique adoptée pour obtenir ces estimations.

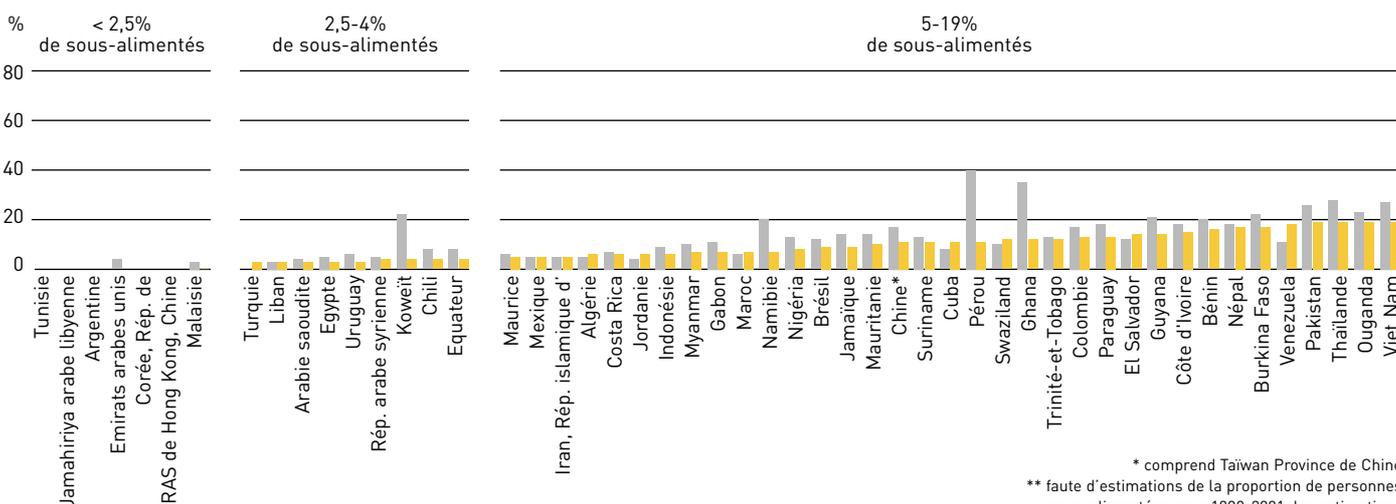
En réponse aux recommandations du Colloque, la Division de la statistique de la FAO a renforcé ses activités dans plusieurs domaines, notamment en:

- étendant l'utilisation de la méthodologie de la FAO à la mesure de la gravité des carences alimentaires à des niveaux infra-nationaux, tels que les zones urbaines et rurales;
- rapprochant les estimations de la consommation alimentaire nationale découlant des bilans alimentaires et de celles provenant d'enquêtes auprès des ménages;
- analysant les tendances en matière d'inégalité d'accès à la nourriture;
- révisant les besoins énergétiques minimaux servant de référence pour définir les carences alimentaires à la lumière de nouvelles recommandations formulées par une Consultation d'experts FAO/OMS/ONU; et en
- intégrant l'analyse des tendances en matière de carences alimentaires et à celles portant sur l'état nutritionnel.

Ces chiffres et ces tendances s'expliquent par des pas en avant et en arrière dans quelques grands pays. A elle seule, la Chine a réduit de 58 millions sa population sous-alimentée depuis la période de référence du SMA, mais la progression s'est ralentie dans ce pays au fur et à mesure

que la prévalence de la sous-alimentation diminuait. Dans le même temps, l'Inde a amorcé un retour en arrière. Après avoir diminué de 20 millions entre 1990-1992 et 1995-97, le nombre de personnes sous-alimentées y a augmenté de 19 millions, au cours des quatre années suivantes.

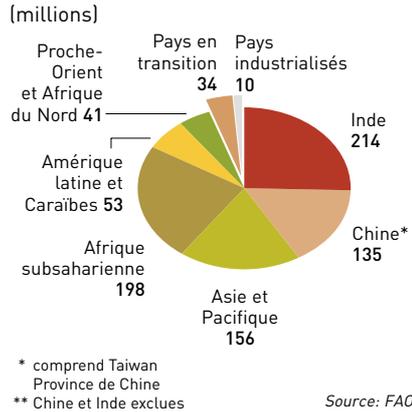
Proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, 1990-1992 et 1999-2001



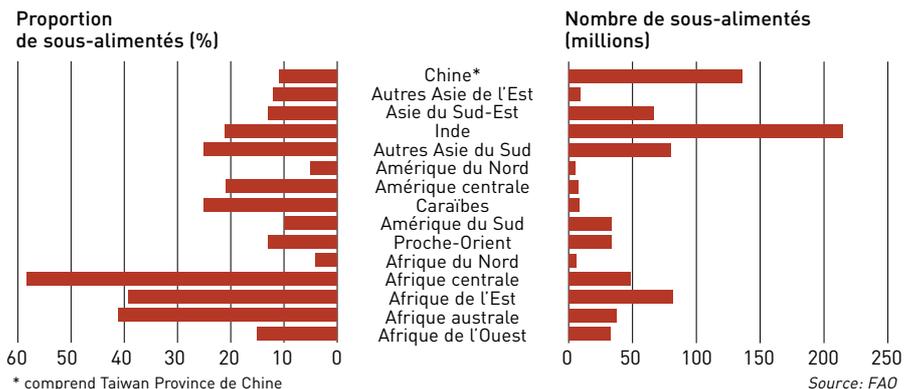
* comprend Taïwan Province de Chine
 ** faute d'estimations de la proportion de personnes sous-alimentées pour 1999-2001, les estimations pour 1998-2000, publiées dans SOFI 2002, ont été utilisées.



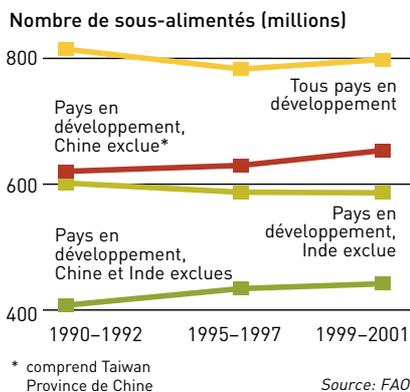
Nombre de personnes sous-alimentées, 1999-2001 (millions)



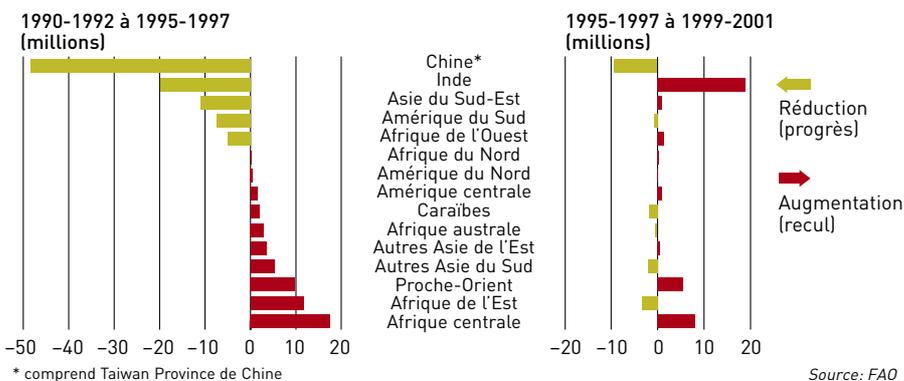
Nombre et proportion des personnes sous-alimentées, 1999-2001



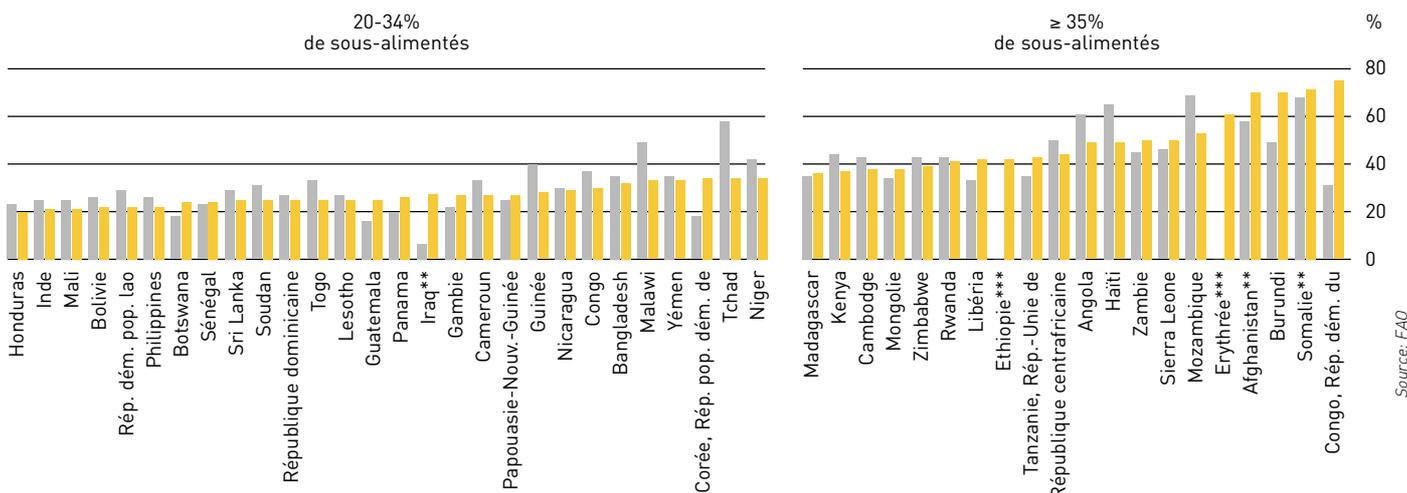
Impact de la Chine et de l'Inde sur les tendances



Variations du nombre de personnes sous-alimentées dans les sous-régions en développement, 1990-1992 à 1995-1997 et 1995-1997 à 1999-2001



Barres grises: 1990-1992 Barres colorées: 1999-2001 Pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation en 1999-2001



*** L'Éthiopie et l'Erythrée n'étaient pas des entités séparées en 1990-1992

La sous-alimentation dans le monde

Dénombrement des victimes de la faim: tendances récentes dans les pays en développement et en transition

CONSIDÉRANT LA LENTEUR des progrès accomplis depuis 1990-1992, la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de réduire de moitié le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 apparaît comme une perspective de plus en plus lointaine. Une analyse plus attentive des chiffres révèle une tendance encore plus inquiétante. Si l'on subdivise en deux parties la période de neuf ans considérée, les chiffres relatifs au groupe des pays en développement indiquent en réalité une augmentation du nombre des personnes sous-alimentées de 4,5 millions par an au cours de la sous-période la plus récente, de 1995-1997 à 1999-2001.

Les données relatives aux pays pris individuellement montrent que 19 pays seulement ont réussi à réduire le nombre de leurs citoyens sous-alimentés au cours des deux sous-périodes. Dans ces pays, le nombre total des personnes souffrant de la faim a diminué de plus de 80 millions durant les neuf années considérées (voir le graphique ci-dessous).

A l'autre extrémité de l'échelle, on trouve 26 pays dont la population en situation de sous-alimentation s'est accrue au cours des deux sous-périodes. Dans la plupart d'entre eux, la prévalence de la sous-alimentation était déjà élevée (plus de 20 pour cent) en 1990-1992. Dans les neuf

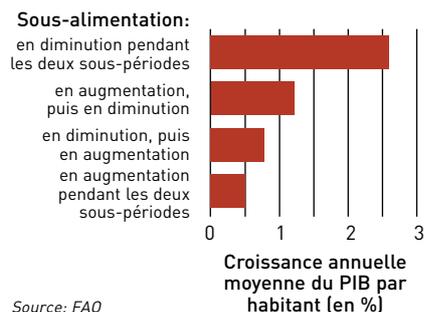
Analyse des facteurs clés des progrès accomplis et des renversements de tendance enregistrés dans la lutte contre la faim

L'analyse des facteurs qui contribuent aux progrès dans la lutte contre la faim a permis de mettre en relief l'association particulièrement efficace de six indicateurs pour différencier les groupes de pays selon les résultats obtenus entre 1990-1992 et 1999-2001. Ces indicateurs sont la croissance de la population, la croissance du PIB par habitant, les dépenses de santé en pourcentage du PIB, le pourcentage d'adultes atteints du VIH, le nombre des crises alimentaires et l'indice du développement humain du PNUD (qui recueille déjà en soi de nombreux indicateurs économiques et sociaux).

Dans les pays qui sont parvenus à réduire la faim tout au long de la période de neuf ans considérée, le PIB par habitant a progressé à un taux annuel de 2,6 pour cent – plus de cinq fois le taux de croissance observé dans les pays où la sous-alimentation a augmenté au cours des deux sous-périodes (0,5 pour cent). Les pays qui ont obtenu les

meilleurs résultats ont également enregistré une croissance agricole plus rapide (3,3 pour cent par an contre à peine 1,4 pour cent dans les pays où la faim a augmenté tout au long de la décennie), des taux d'infection par le VIH inférieurs, une croissance plus lente de la population et des crises alimentaires bien moins nombreuses.

Evolution tendancielle de la sous-alimentation et du PIB, par groupes de pays



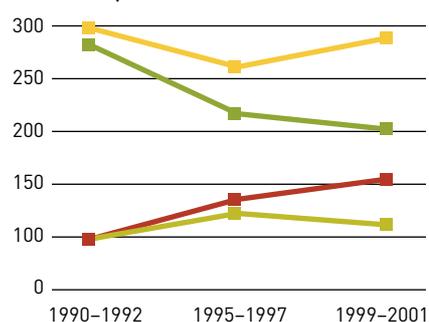
années qui ont suivi, le nombre des victimes de la faim a augmenté dans ces pays de près de 60 millions.

Une première analyse (voir encadré) met en relief un certain nombre de facteurs

susceptibles d'avoir contribué au succès de certains pays et à l'échec des autres. Comme il fallait s'y attendre, les pays qui sont parvenus à réduire la faim au cours des deux sous-périodes ont également été

Tendances récentes de la sous-alimentation, par groupes de pays

Nombre de personnes sous-alimentées (millions)



17 pays ont enregistré une diminution du nombre des personnes sous-alimentées, suivie d'une augmentation

dont Inde, Pakistan, Soudan, Colombie, Indonésie, Nigéria

19 pays ont enregistré une diminution pendant toute la période

dont Chine, Viet Nam, Thaïlande, Sri Lanka, Pérou, Brésil, Ghana, Namibie

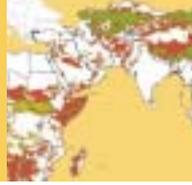
26 pays ont enregistré une augmentation pendant toute la période

dont Afghanistan, Congo, Rép. dém. du, Yémen, Philippines, Libéria, Kenya, Iraq

22 pays ont enregistré une augmentation, suivie d'une diminution

dont Bangladesh, Cambodge, Haïti, Nicaragua, Mozambique, Ouganda

Source: FAO



caractérisés par une croissance économique plus forte. En revanche, ceux dont la population sous-alimentée a augmenté ont enregistré un plus grand nombre de crises alimentaires et un taux d'infection par le VIH plus élevé.

Cette analyse n'est pas porteuse que de mauvaises nouvelles. Vingt-deux pays, dont le Bangladesh, Haïti et le Mozambique, ont réussi, du moins temporairement, à renverser la tendance. Dans ces pays, le nombre des personnes sous-alimentées a fléchi dans la deuxième partie de la décennie après avoir augmenté au cours des cinq premières années.

Dans 17 autres pays, la tendance a toutefois pris une direction opposée et le nombre des personnes sous-alimentées, qui avait diminué, a commencé à croître. Ce groupe comprend plusieurs pays densément peuplés, comme l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria, le Pakistan et le Soudan.

Par ailleurs, les progrès ont ralenti dans bon nombre des pays qui avaient obtenu d'excellents résultats dans les cinq premières années de la période, notamment la Chine. Ces pays ayant rapporté la prévalence de la sous-alimentation à des niveaux modérés (moins de 20 pour cent), on ne doit pas attendre à ce qu'ils continuent d'être le moteur d'une avancée du monde en développement dans ce domaine.

Considérant les renversements de tendance enregistrés dans de nombreux grands pays et le ralentissement des progrès réalisés dans d'autres, le modèle d'évolution pour les pays en développement dans leur ensemble a changé, passant d'une tendance à la baisse à une tendance à la hausse. Entre 1995-1997 et 1999-2001, le nombre des personnes souffrant de la faim dans les pays en développement a augmenté de 18 millions, annulant ainsi près de la moitié de la réduction de 37 millions enregistrée dans les cinq années précédentes. A moins d'une amélioration significative dans les grands pays où l'avancée s'est arrêtée, il sera difficile de renverser cette tendance négative.

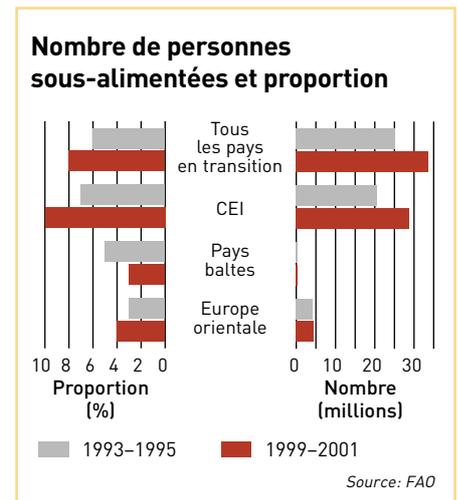
Sous-alimentation en augmentation dans de nombreux pays en transition

La première analyse de la FAO concernant les changements enregistrés depuis le démembrement de l'Union soviétique et de la Yougoslavie indique que la faim est en progression dans bon nombre de pays en transition. Globalement, le nombre des populations sous-alimentées est passé dans ces pays de 25 à 34 millions entre 1993-1995 et 1999-2001. Il s'agit d'estimations provisoires, car les enquêtes par sondage sur les ménages destinées à remplacer les données qui dans le système de planification centrale provenaient de registres administratifs, n'en sont encore qu'à un stade préliminaire.

Les avancées de la sous-alimentation ont presque toutes été enregistrées dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), où le nombre des victimes de la faim a augmenté passant de 20,6 à 28,8 millions et de 7 à 10 pour cent. La transition économique s'est accompagnée de profonds changements administratifs et politiques qui ont bouleversé les relations commerciales et de change, déterminant de graves pénuries de devises. Il y a eu en outre une

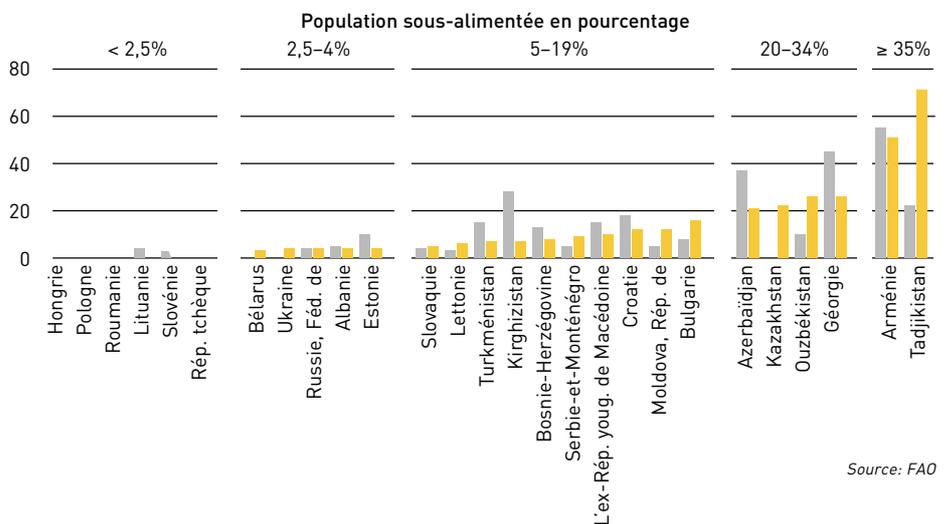
rupture des systèmes de production et de commercialisation agricoles.

Les pays baltes et les pays d'Europe orientale ont en grande partie évité ces problèmes. Dans la plupart de ces pays, la prévalence de la sous-alimentation a diminué ou est restée stable. Cela n'a toutefois pas été le cas en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Lettonie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie-et-Monténégro, où la prévalence de la sous-alimentation a augmenté ou était encore importante en 1999-2001.



Proportion des personnes sous-alimentées dans les pays en transition

Bandes grises: 1993-1995
Bandes colorées: 1999-2001



La sous-alimentation dans le monde

L'insécurité alimentaire et le VIH/SIDA: quand les urgences à court terme se conjuguent avec une crise de longue durée

DEPUIS QUE L'ÉPIDÉMIE DE VIH/SIDA s'est déclarée, 25 millions de personnes sont mortes de la maladie, et 42 millions sont aujourd'hui infectées par le VIH. Au cours de la présente décennie, on prévoit que le SIDA fera plus de victimes que toutes les guerres et les catastrophes des 50 dernières années.

La crise alimentaire, qui a menacé plus de 14 millions de personnes en Afrique australe en 2002-2003 a braqué les projecteurs sur les interactions entre le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire. Elle a démontré qu'il était impossible de mener une lutte efficace contre la faim dans les régions ravagées par le SIDA si les interventions n'étaient pas axées sur les besoins spécifiques des ménages touchés par le VIH/SIDA et n'englobaient pas des mesures pour prévenir la maladie et ralentir sa propagation.

VIH/SIDA et crise alimentaire: une double urgence chronique?

La crise alimentaire de l'Afrique australe s'est déclenchée sous l'effet combiné de sécheresses récurrentes, de l'échec des politiques économiques et des troubles

civils. Son impact a été aggravé par l'épidémie dévastatrice de SIDA qui avait déjà anéanti des millions de familles, compromis le secteur alimentaire et affaibli la capacité de réaction des gouvernements. Rien qu'en 2001, l'année qui a précédé la crise, près de 500 000 personnes sont mortes du SIDA dans les pays touchés, laissant environ 2,5 millions d'orphelins.

Les gouvernements et les organisations internationales ont réagi rapidement en déployant une aide alimentaire d'urgence, mais les rapports émanant du terrain mettaient en garde contre ce nouveau type d'urgence, dans laquelle de graves pénuries alimentaires à court terme se conjuguent à un effondrement sans précédent de la situation sanitaire, de la production agricole et de la sécurité alimentaire, destiné à durer plusieurs décennies. L'épidémie de SIDA est déclenchée par un virus à action lente, avec une courbe épidémique qui s'étend sur une bonne partie du siècle (voir graphique).

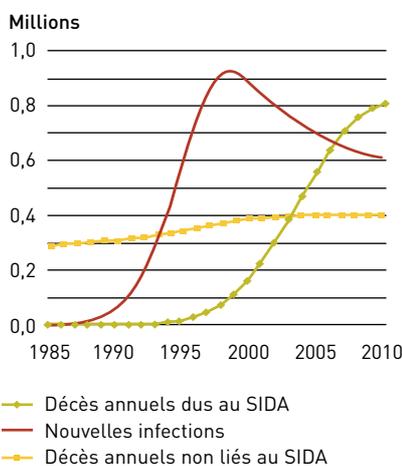
Le sida sape la sécurité alimentaire

Le VIH/SIDA provoque et exacerbe l'insécurité alimentaire de nombreuses manières.

La plupart de ses victimes sont de jeunes adultes qui tombent malades et meurent durant les années où ils devraient être les plus productifs. Ils laissent derrière eux une population avec une proportion trop grande de personnes âgées et de jeunes, dont beaucoup sont orphelins (voir graphique). L'impact sur la production agricole et la sécurité alimentaire est souvent dévastateur.

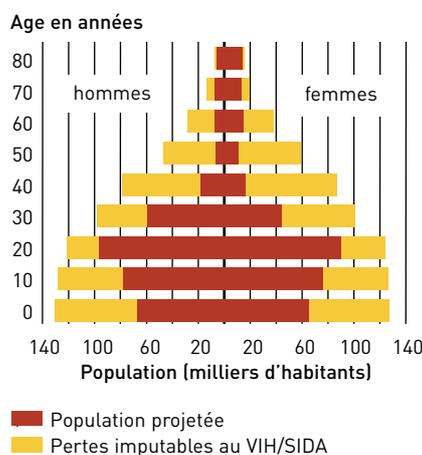
D'ici l'an 2020, l'épidémie aura décimé au moins un cinquième de la population active agricole dans la majorité des pays d'Afrique australe (voir graphique). Déjà, dans plusieurs pays touchés, 60 à 70 pour cent des exploitations agricoles ont subi des pertes de main-d'œuvre, à cause du VIH/SIDA. Dans certaines zones durement touchées, des études ont révélé que plus de la moitié des ménages étaient dirigés par des femmes (30 pour cent, essentiellement veuves), des grands-parents (près de 20 pour cent) et des enfants restés orphelins (près de 5 pour cent). Privés de main-d'œuvre, de ressources et de connaissances sur les cultures vivrières de base et de rente, de nombreux ménages sont passés à la culture d'aliments de première nécessité. D'autres ont carrément abandonné leurs champs. Une étude sur l'agriculture collective au Zimbabwe a montré que la

Infections par le VIH, décès dus au SIDA et décès non liés au SIDA, Afrique du Sud



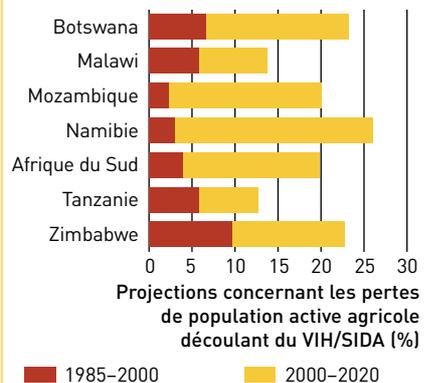
Source: Dorrington et Johnson

Population projetée, avec et sans le SIDA, Botswana, 2020



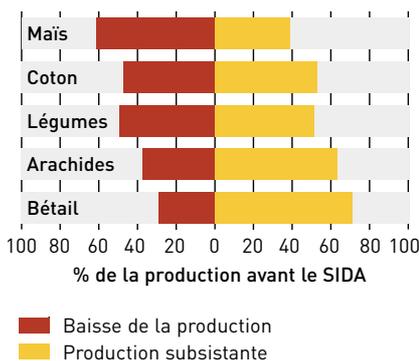
Source: US Census Bureau

Projections concernant les pertes de main-d'œuvre dues au VIH/SIDA, Afrique australe



Source: FAO

Diminution de la production dans les ménages ayant subi un décès dû au SIDA, Zimbabwe



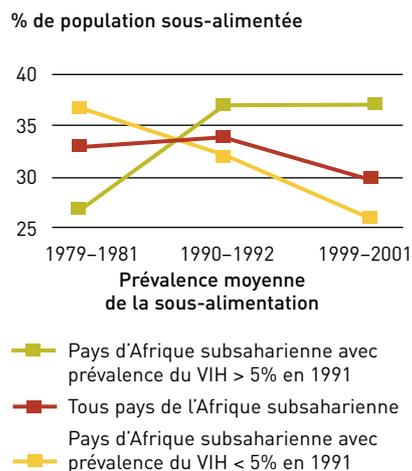
Source: Kwaramba dans Stover et al.

production de maïs avait chuté de 61 pour cent, parmi les ménages ayant subi un décès lié au SIDA (voir graphique).

Or l'impact continuera à être ressenti pendant les générations à venir. Le SIDA réduit les investissements agricoles. Il dépouille les ménages de leurs biens en les contraignant à brader le peu qu'ils possèdent pour payer les dépenses médicales et funéraires, ou simplement pour survivre. Il force les enfants, en particulier les filles, à abandonner l'école pour travailler ou prendre soin de leurs parents malades, et interrompt le transfert de compétences et de connaissances essentielles, d'une génération à l'autre. Dans deux districts du Kenya touchés par le SIDA, une étude a constaté que 7 pour cent seulement des orphelins dirigeant des exploitations agricoles avaient des connaissances adéquates dans ce domaine.

Selon les projections de l'ONU-SIDA, entre 2000 et 2020, 55 millions d'Africains mourront plus tôt qu'ils ne l'auraient fait en l'absence du SIDA, soit un total équivalent à toute la population de l'Italie. Cette catastrophe humaine sans précédent paralysera le développement économique et social. D'après les estimations récentes, la pandémie a déjà réduit les taux de croissance économique nationaux de 2 à 4 pour

Sous-alimentation et VIH/SIDA, Afrique subsaharienne



Source: OMS/FAO

cent par an, dans toute l'Afrique. Les données indiquent également que la sous-alimentation a continué à augmenter dans les pays où le VIH/SIDA était déjà généralisé en 1991, mais déclinait ailleurs en Afrique subsaharienne (voir graphique).

La faim favorise l'épidémie de SIDA

Si le VIH/SIDA est devenu une cause majeure de la faim, l'inverse est vrai aussi. La faim accélère à la fois la propagation du virus et l'évolution de la maladie. Les personnes qui souffrent de la faim tendent à adopter des stratégies audacieuses pour survivre. Elles sont fréquemment obligées d'émigrer, souvent vers des bidonvilles où les taux d'infection par le VIH/SIDA sont élevés. En désespoir de cause, des femmes et des enfants vendent leur corps pour de l'argent et de la nourriture, s'exposant au risque d'infection.

Quant à ceux qui ont déjà été infectés par le VIH, la faim et la malnutrition accroissent leur vulnérabilité aux infections opportunistes, qui favorisent une déclaration plus précoce du SIDA caractérisé. Une fois que la maladie est installée, l'absorption des

nutriments est réduite, l'appétit et le métabolisme sont perturbés et les muscles, les organes et les autres tissus dépérissent. Les personnes atteintes du VIH/SIDA doivent manger beaucoup plus pour lutter contre la maladie, contrecarrer la perte de poids et mener une vie productive.

La sécurité alimentaire contribue à la prévention du SIDA

Comme l'a montré la crise en Afrique australe, les interventions de sécurité alimentaire doivent être planifiées «dans une optique VIH/SIDA». Les filets de sécurité traditionnels basés sur l'aide alimentaire ne sont pas suffisants et peuvent se révéler inefficaces.

Les familles qui ont perdu leurs principaux «membres productifs» ne sont pas toujours en mesure de participer aux projets «vivres-contre-travail», couramment utilisés pour fournir des rations alimentaires d'urgence en échange d'un travail dans des projets de travaux publics. Pour se reprendre et atteindre un certain degré d'autosuffisance, ces familles ont besoin à la fois d'une aide alimentaire et de programmes de développement agricole qui répondent à leurs besoins en privilégiant les cultures nutritives demandant peu de main-d'œuvre, la diversification qui étale les besoins en main-d'œuvre et les récoltes de manière plus régulière sur toute l'année, et l'éducation et la formation pour les enfants et les adolescents restés orphelins.

L'intégration de mesures de prévention et de lutte contre le SIDA et de soins nutritionnels aux personnes touchées par la maladie dans des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition peut contribuer à réduire la propagation et l'impact de la maladie. En effet, si des urgences alimentaires à court terme se conjuguent avec la crise du SIDA qui est destinée à durer, la sécurité alimentaire des ménages sera probablement l'élément le plus important de la stratégie de prévention et des interventions de lutte.

La sous-alimentation dans le monde

L'eau et la sécurité alimentaire

L'EXISTE UNE CORRÉLATION étroite entre l'eau et la sécurité alimentaire. L'agriculture est de loin le secteur qui utilise le plus d'eau, avec environ 69 pour cent de tous les prélèvements dans le monde, et plus de 80 pour cent dans les pays en développement. Un accès assuré à des quantités d'eau adéquates accroît les rendements agricoles, en accroissant la production alimentaire et les revenus dans les zones rurales où vivent les trois quarts des personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Il n'est pas surprenant que les pays qui ont un meilleur accès à l'eau tendent aussi à avoir des niveaux de sous-alimentation plus faibles (voir graphique).

Si l'eau est un élément clé de la sécurité alimentaire, le manque d'eau peut être une cause majeure de famine et de sous-alimentation, en particulier dans les zones rurales à déficit vivrier où les populations sont tributaires de l'agriculture locale à la fois pour leur alimentation et pour leurs revenus. La sécheresse est classée comme la cause individuelle la plus courante de graves pénuries alimentaires dans les pays en développement. Pour les trois dernières années pour lesquelles on dispose de don-

nées, la sécheresse a été recensée parmi les causes dans 60 pour cent des crises alimentaires (voir graphique).

L'Afrique est à la fois le continent le plus sec (à part l'Océanie) et la région où la prévalence de la faim est la plus élevée. Sur le continent, la sous-alimentation et les famines périodiques ont affligé les zones semi-arides et exposées à la sécheresse (voir carte).

Même là où les disponibilités totales d'eau sont suffisantes, l'irrégularité des précipitations et de l'accès à l'eau peuvent causer des pénuries alimentaires à court terme et une insécurité alimentaire à long terme. Les inondations sont une autre cause majeure de crises alimentaires. De brusques différences saisonnières dans les disponibilités d'eau peuvent aussi accroître l'insécurité alimentaire. En Inde, par exemple, plus de 70 pour cent des précipitations annuelles surviennent pendant les trois mois de la mousson, où la plus grande partie va se déverser dans la mer. Les agriculteurs dépourvus d'installations d'irrigation doivent faire les comptes avec le manque d'eau pendant une grande partie de l'année et avec la menace de mauvaises récoltes en cas de moussons défavorables.

L'irrigation augmente les rendements tout en réduisant la faim et la pauvreté

En garantissant un approvisionnement en eau adéquat et fiable, l'irrigation accroît de 100 à 400 pour cent les rendements de la plupart des cultures (voir graphique). Bien que 17 pour cent seulement des terres agricoles du monde sont irriguées, ces 17 pour cent fournissent 40 pour cent de la production alimentaire mondiale.

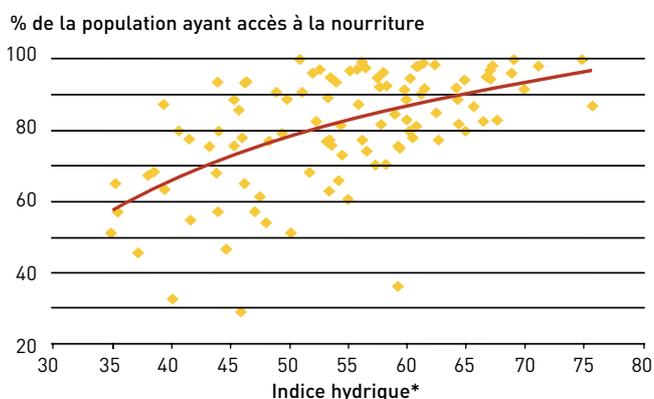
Outre l'élévation des rendements, l'irrigation accroît les revenus et réduit la faim et la pauvreté. Des données démontrent que là où l'irrigation est largement disponible, la prévalence de la sous-alimentation et de la pauvreté est moindre (voir graphique).

Des études en cours dans les pays asiatiques démontrent que l'irrigation atténue à la fois la pauvreté permanente et temporaire. En Inde par exemple, une étude de la Banque mondiale a constaté que 69 pour cent des personnes vivant dans des districts non irrigués étaient pauvres, contre 26 pour cent seulement dans les districts irrigués.

Les agriculteurs bénéficient directement de l'irrigation à travers une augmentation

Accès à l'eau et sécurité alimentaire

(pays en développement et pays en transition)



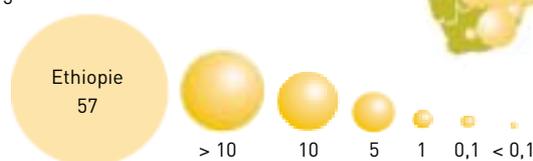
* Indicateur composite englobant des mesures des ressources hydriques (à partir des précipitations, des débits des fleuves et de la recharge des aquifères), de l'accès à l'eau, d'aspects environnementaux (qualité de l'eau) et de la pression sur les ressources.

Source: FAO, CEH Wallingford

Sécheresse et famine en Afrique, 1971-2001

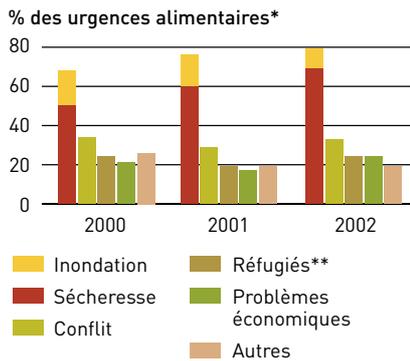
La sécheresse a été la cause la plus courante d'urgences alimentaires et a contribué à plusieurs famines en Afrique au cours des 30 dernières années.

- Principales zones touchées par la famine, 1971-2001
- Millions de personnes touchées par la sécheresse, 1971-2001



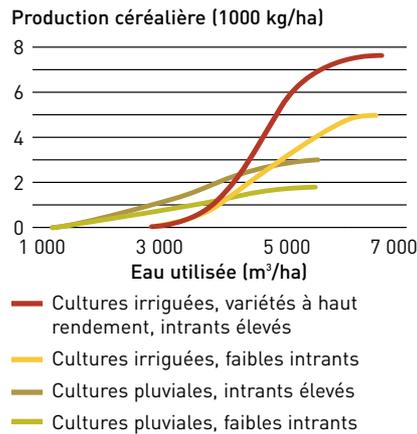
Source: PNUE/GRID-Arendal

Les causes des urgences alimentaires dans les pays en développement



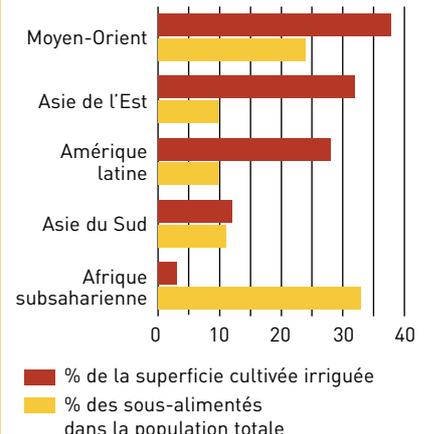
* Le total est supérieur à 100 pour cent car les causes sont multiples et citées pour plusieurs urgences
 ** Comprend les personnes déplacées à l'intérieur des pays
 Source: FAO

Rendements et besoins en eau de l'agriculture pluviale et irriguée



Source: FAO

Irrigation et prévalence de la sous-alimentation, 1998-2000



Source: FAO

et une stabilité accrue de leurs revenus et la revalorisation des terres irriguées. Même les travailleurs sans terre et les petits agriculteurs qui manquent de ressources pour recourir eux-mêmes à l'irrigation en tirent souvent profit à travers des salaires plus élevés, des prix alimentaires plus bas et un régime alimentaire plus varié. Des études menées au Bangladesh et en Inde ont révélé que chaque emploi créé dans l'agriculture irriguée engendre un autre emploi dans les services agricoles et l'industrie de transformation. L'irrigation a une incidence particulièrement marquée sur la lutte contre la faim lorsqu'elle est basée sur l'emploi d'une main-d'œuvre importante et de techniques artisanales d'un prix abordable et lorsqu'elle est combinée avec un accès au crédit, à la commercialisation et aux services de vulgarisation agricole.

Regard vers l'avenir

Au cours des 30 prochaines années, on prévoit que la population de la planète s'accroîtra de 2 milliards de personnes. Pour nourrir cette population en expansion et réduire l'incidence de la faim, il faudra augmenter de manière significative et durable les rendements agricoles. Or, cela suppose

de développer l'utilisation de l'irrigation et d'améliorer la gestion de l'eau, même si un nombre croissant de pays sont confrontés à des pénuries d'eau.

D'après les prévisions de la FAO, la superficie irriguée dans l'ensemble des pays en développement augmentera de près de 20 pour cent d'ici 2030. En utilisant plus efficacement l'eau d'irrigation et en tirant parti de la possibilité d'obtenir plusieurs récoltes par an sur des terres irriguées, la FAO estime que la superficie irriguée effective peut être accrue de 34 pour cent, en limitant l'augmentation de la consommation d'eau à 14 pour cent. La plus forte augmentation (44 pour cent) est attendue en Afrique subsaharienne, où 4 pour cent seulement des terres arables sont aujourd'hui irriguées.

L'irrigation à grande échelle n'est pas toujours une option possible ou souhaitable. Dans certaines zones, comprenant une grande partie de l'Afrique, les régimes des pluies et la géologie des bassins hydrographiques excluent toute possibilité d'irrigation rentable par rapport au coût. Dans d'autres, l'irrigation mal gérée et la surexploitation des nappes souterraines constituent une menace pour la durabilité et la sécurité alimentaire. D'après les estima-

tions, 7 à 10 pour cent des 270 millions d'hectares de terres irriguées existant dans le monde ont été dégradés par l'accumulation de sels. Dans de nombreuses zones, l'eau souterraine est pompée pour irriguer beaucoup plus rapidement qu'elle ne peut être reconstituée par l'eau de pluie qui s'infiltre dans le sol. En Chine, où plus de la moitié des terres irriguées sont alimentées par des puits tubulaires, les nappes phréatiques ont diminué, dans des proportions allant jusqu'à 50 m au cours des 30 dernières années.

Là où l'eau est rare et l'environnement fragile, la réalisation de la sécurité alimentaire peut dépendre de ce que l'on a appelé «eau virtuelle» – à savoir d'aliments importés à des pays où l'eau est abondante. Il faut 1 mètre cube d'eau pour produire un kilo de blé. En extrapolant à partir de ces chiffres, la FAO a calculé que pour produire la quantité d'aliments importés par les pays du Proche-Orient en 1994, il aurait fallu autant d'eau que le débit annuel total du Nil à Assouan. Dans ces conditions, il peut être justifié d'importer des produits alimentaires et d'utiliser les ressources en eau limitées à d'autres fins, notamment pour produire des cultures ayant une valeur marchande élevée pour l'exportation.

La sous-alimentation dans le monde

Les «points chauds» de la faim

AU MOIS DE JUILLET 2003, 36 pays du monde étaient confrontés à de graves crises alimentaires nécessitant une aide alimentaire internationale. Les causes de ces pénuries alimentaires sont variées et complexes. Comme on le constate sur la carte, les lieux sont tristement familiers. Tous les pays touchés en 2003 avaient connu des urgences alimentaires pendant au moins deux années consécutives. Beaucoup avaient été frappés par de graves pénuries alimentaires pendant au moins une décennie.

En Afrique australe, la production alimentaire a amorcé un redressement après la grave sécheresse qui a entraîné en 2001-2002 des pertes de récolte allant jusqu'à 50 pour cent. Cependant, plusieurs pays de la région sont encore confrontés à de graves pénuries et tous doivent faire les comptes avec l'impact à long terme de la pandémie du VIH/SIDA (voir pages 10-11).

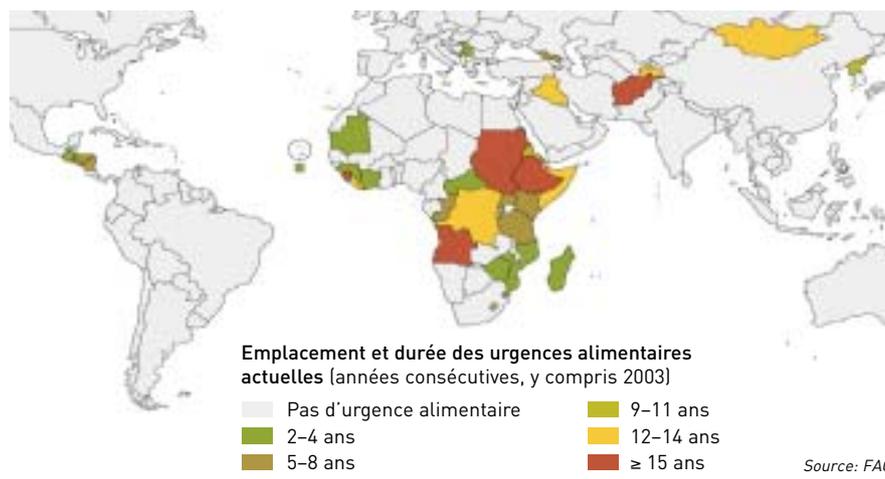
Plus au nord, une situation de préfamine a été signalée en Erythrée et dans certaines régions de l'Éthiopie, où les cultures se sont flétries, le bétail meurt à cause du manque d'eau et de pâturage, et des millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Plusieurs pays asiatiques ont aussi été confrontés aux effets des intempéries, notamment de la sécheresse et d'hivers anormalement froids et enneigés en Mongolie.

Bien que la sécheresse et d'autres calamités naturelles restent les causes les plus courantes des urgences alimentaires, une proportion croissante de ces catastrophes est aujourd'hui provoquée par l'homme. Dans plusieurs pays d'Afrique centrale et occidentale, des troubles civils ont désorganisé la production alimentaire et l'accès à la nourriture.

Même les faits nouveaux qui se produisent sur les marchés internationaux des produits de base peuvent déclencher des crises alimentaires dans des pays qui sont fortement tributaires d'exportations de produits agricoles ou d'importations

Pays confrontés à des urgences alimentaires en 2003



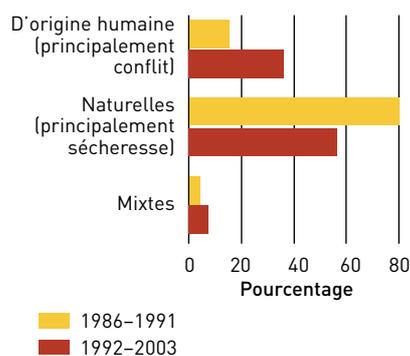
vivrières. L'effondrement des prix du café a été une cause majeure de l'augmentation de l'insécurité alimentaire en Amérique centrale.

Globalement, les conflits et les problèmes économiques ont été cités comme les principales causes de plus de 35 pour cent des urgences alimentaires durant la période 1992-2003 (voir graphique).

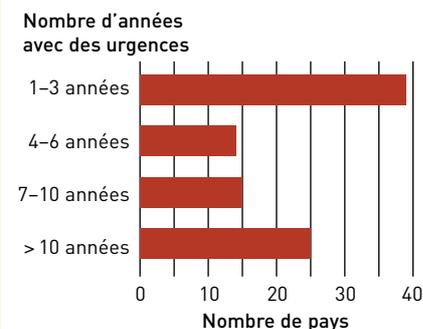
La récurrence et la persistance des urgences mettent en évidence un certain nombre de pays qui peuvent être consi-

dérés comme des «points chauds de la faim». Trente-trois pays ont connu des urgences alimentaires pendant plus de la moitié de la période 1986-2003, qui a duré 17 ans. De nombreuses urgences complexes découlant de conflits sont persistantes et se transforment en crises à long terme. Huit pays ont été confrontés à des urgences pendant au moins 15 ans durant la période 1986-2003. La guerre ou les troubles civils étaient un facteur important dans ces huit pays.

Principales causes des urgences alimentaires, 1986-1991 et 1992-2003



Fréquence des urgences alimentaires dans les pays touchés, 1986-2003





Les sécheresses pénalisent lourdement les communautés pastorales

Deux années consécutives de grave sécheresse ont décimé la production végétale et animale en Mauritanie et déclenché une crise alimentaire. Dans un pays où moins de 1 pour cent des terres peuvent être cultivées, l'élevage représente 70 pour cent de la production agricole et 15 pour cent du PIB. Or, le manque d'eau a contraint les éleveurs à vendre ou à abattre bon nombre de leurs animaux. Les ventes en catastrophe ont fait chuter les prix de plus de 50 pour cent en un an.

De l'autre côté du globe, plusieurs années de sécheresse et d'hivers rudes ont dévasté la production animale en Mongolie. Des chutes de neige anormalement fortes en 2003 ont tué jusqu'à 2,5 millions d'animaux, compromettant les moyens de subsistance de près d'un quart de la population du pays. D'après les estimations, 80 pour cent de Mongoliens, dont beaucoup sont des pasteurs nomades, élèvent du bétail, qui représente près de 90 pour cent de la production agricole.

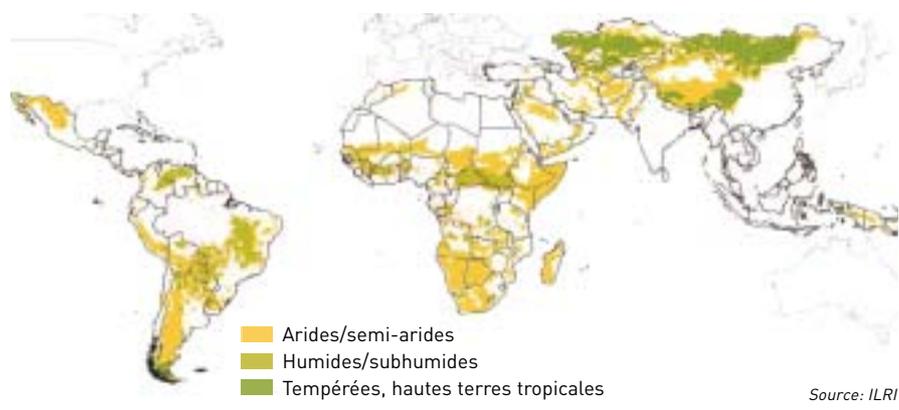
Les crises alimentaires en Mauritanie et en Mongolie mettent en évidence la vulnérabilité des systèmes pastoraux traditionnels, en particulier des systèmes nomades qui sont la principale source d'aliments et de revenus dans les parcours semi-arides qui se prêtent mal à la production végétale.

Globalement, on estime que 675 millions de ruraux pauvres dépendent entièrement ou en partie de l'élevage pour leur subsistance. D'autres estimations indiquent que jusqu'à 70 pour cent des ruraux pauvres possèdent du bétail. Ce chiffre inclut près de 200 millions de pasteurs et plus de 100 millions d'éleveurs de bétail sans terre dans des régions d'agriculture mixte presque exclusivement tributaires de l'élevage.

Leurs animaux et leurs moyens d'existence sont fortement exposés aux sécheresses et aux inondations, à la dégradation des ressources et aux épidémies. Ils sont en outre soumis à une pression crois-

Lieux où sont les pasteurs nomades: élevage uniquement, zones agropastorales

Les systèmes agropastoraux, dans lesquels les moyens d'existence des populations dépendent presque entièrement de l'élevage, s'étendent sur des parcours dans toutes les régions en développement



sante au fur et à mesure que les populations humaines s'accroissent et que les zones de pâturage diminuent.

En Afghanistan, trois années consécutives de grave sécheresse (1999-2001) ont abouti à des ventes en catastrophe massives et à des pertes d'animaux qui ont réduit le cheptel de près de 60 pour cent. La majorité des nomades Kuchis ont perdu la quasi-totalité de leurs troupeaux.

En Erythrée, la pire sécheresse depuis plusieurs décennies a entraîné des pertes d'animaux allant jusqu'à 10 à 20 pour cent dans certaines zones, en 2002.

La même sécheresse a également frappé l'Éthiopie voisine, qui possède l'un des cheptels les plus importants d'Afrique. Les zones pastorales orientales de l'Afar et de la Somalie ont été les plus durement touchées. Des pénuries aiguës d'eau et de fourrage ont causé des pertes allant jusqu'à 40 pour cent pour les bovins, et jusqu'à 10 à 15 pour cent pour les ovins et les caprins. Les prix des produits animaux ont chuté de 50 pour cent.

Ces urgences soulignent le fait que les systèmes de production animale traditionnels font vivre quelques-unes des communautés les plus vulnérables du monde

dans des environnements qui sont parmi les plus rudes. Elles soulignent aussi la nécessité de mettre en œuvre des programmes de prévention des urgences et de remise en état, pour répondre aux besoins spécifiques des éleveurs.

Les systèmes d'alerte rapide ont eu du mal à détecter l'impact de la sécheresse sur les pasteurs nomades et à fournir les informations requises pour les aider à y faire face et à se reprendre. Les communautés pastorales ont en général besoin de différents types d'aide pendant de plus longues périodes que les agriculteurs qui comptent principalement sur la production végétale. Lorsque les pluies reviennent après une sécheresse, par exemple, les agriculteurs n'ont généralement guère besoin que de semences, d'engrais et d'une bonne campagne agricole pour retomber sur leurs pieds, alors que les pasteurs peuvent avoir besoin d'être assistés pendant plusieurs années pour tempérer la crise, reconstituer leur stock de géniteurs et reconstruire les troupeaux qui représentent à la fois leurs moyens d'existence et l'épargne de toute une vie. A long terme, d'autres solutions doivent être trouvées pour ceux qui ne peuvent plus vivre de l'élevage nomade.

Cas particulier

Commerce et sécurité alimentaire: l'importance de l'agriculture et du commerce des produits agricoles dans les pays en développement

LE COMMERCE INTERNATIONAL peut avoir un impact déterminant sur la réduction de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement. La participation aux échanges internationaux permet d'accéder à des marchés plus importants et ouvre des perspectives de production spécialisée et d'économies d'échelle. Cela peut être particulièrement important pour le monde en développement et surtout pour les petits pays dont le potentiel de production ne peut être exploité à plein du fait des dimensions réduites du marché intérieur.

Par ailleurs, les échanges commerciaux donnent accès à des produits meilleur marché et de qualité supérieure (denrées alimentaires d'importation notamment) et pourraient favoriser le mouvement de la technologie et des investissements. Dans la mesure où le commerce international stimule une croissance économique générale, une participation élargie aux marchés mondiaux peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

Mais une plus grande ouverture aux échanges internationaux a aussi son coût. Elle peut entraîner une redistribution progressive de la production mondiale en fonction de l'avantage comparatif des pays. Cela signifie que dans certains pays la disponibilité d'importations plus économiques se traduira inévitablement par la décroissance de certaines industries, en termes absolus ou relatifs. Les changements qui en résulteront au niveau de la structure de production et de la réaffectation des ressources pourraient produire des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, du moins à court terme. Il pourra ainsi y avoir une augmentation du chômage, une régression de certains secteurs agricoles productifs, et une concentration croissante des circuits alimentaires, avec la mise à l'écart des petits exploitants et des entreprises de faible envergure.

Globalement, les pays plus actifs dans les échanges commerciaux tendent à bénéficier de taux de croissance économique plus élevés. Mais, entre les pays qui enre-

gistrent des niveaux d'activité commerciale comparables, les taux de croissance divergent considérablement d'où l'importance d'autres facteurs aux fins des résultats économiques. Ces facteurs sont notamment les richesses naturelles du pays et la taille, les capacités et le niveau de formation de sa population active, ainsi que les politiques et les institutions nationales.

En effet, s'il est largement convenu qu'une ouverture au commerce international constitue un élément essentiel d'une combinaison de mesures susceptibles de stimuler la croissance économique, il est également reconnu qu'en soi une telle ouverture n'est pas susceptible de déterminer une amélioration notable des résultats économiques d'un pays, ni de se substituer à des politiques de développement visant spécifiquement à réduire la pauvreté et la faim.

Le rôle crucial de l'agriculture

L'agriculture et le commerce des produits agricoles jouent un rôle particulièrement important dans les économies nationales et pour la sécurité alimentaire des pays en développement.

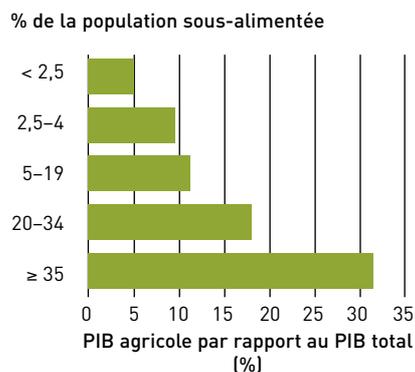
Dans le monde en développement, l'agriculture contribue pour environ 9 pour cent au PIB et représente plus de la moitié de l'emploi total. Mais son importance rela-

tive est encore plus grande dans les pays où la faim est généralisée. Dans les pays où plus de 34 pour cent de la population est sous-alimentée, l'agriculture représente 30 pour cent du PIB et est à l'origine des moyens d'existence de près de 70 pour cent de la population (voir graphiques).

Aujourd'hui, 75 pour cent des populations pauvres vivent en milieu rural et l'avancée de la pauvreté urbaine tend à être alimentée par l'arrivée dans les villes de ceux qui fuient les privations de la vie rurale. Aucune réduction durable de la pauvreté n'est possible sans une amélioration des conditions de vie dans les campagnes.

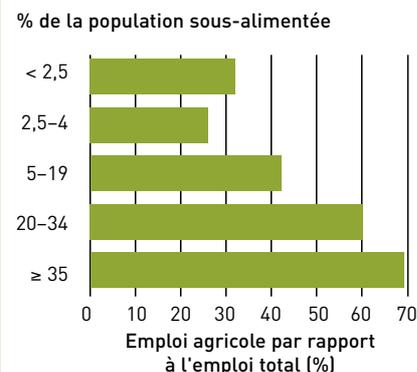
La croissance économique qui dérive de l'agriculture peut avoir une incidence particulièrement forte sur la réduction de la pauvreté et de la faim. L'accroissement de l'emploi et l'augmentation des revenus dans le secteur agricole favorisent la demande de biens et de services non agricoles, en donnant par ailleurs un coup de fouet aux revenus ruraux non agricoles. Une récente étude menée dans cinq pays d'Afrique subsaharienne a montré que l'ajout de 1 dollar EU au revenu agricole peut produire une augmentation du revenu total – en sus du dollar initial – oscillant entre 0,96 et 1,88 dollar EU.

PIB agricole et sous-alimentation, 1996-2000



Source: FAO

Emploi agricole et sous-alimentation, 1996-2000



Source: FAO



Le rôle du commerce des produits agricoles

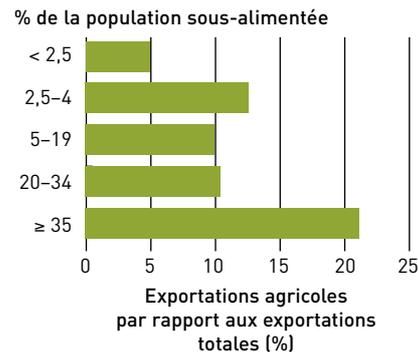
L'agriculture représente une bonne partie de l'activité commerciale des pays en développement, en particulier des plus touchés par l'insécurité alimentaire. Dans le monde en développement, les produits agricoles contribuent pour environ 8 pour cent aux exportations et au commerce total de marchandises. Mais dans les pays où la prévalence de la faim est prépondérante, cette contribution atteint plus de 20 pour cent (voir graphique).

De plus, si la dépendance à l'égard du commerce des produits agricoles a diminué dans l'ensemble du monde en développement, elle est en revanche restée élevée et relativement stable dans la plupart des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire. En 1996-2000, la part de l'agriculture dans les exportations totales des pays où plus de 34 pour cent de la population est sous-alimentée s'élevait à 22 pour cent (voir graphique), à peine moins que les 24-25 pour cent enregistrés en 1981-1985.

Le fait que le commerce des produits agricoles représente une part aussi importante de l'activité commerciale des pays où la faim est généralisée ne signifie pas que celui-ci contribue à l'insécurité alimentaire. Ces pays prennent une part active dans les échanges commerciaux de produits agricoles parce que l'agriculture constitue le fondement même de leur économie et qu'ils sont dans la nécessité d'importer des produits alimentaires. Mais c'est dans les pays les moins victimes de la faim que le commerce des produits agricoles occupe la place la plus importante par rapport à l'échelle de leurs économies agricoles (voir graphique).

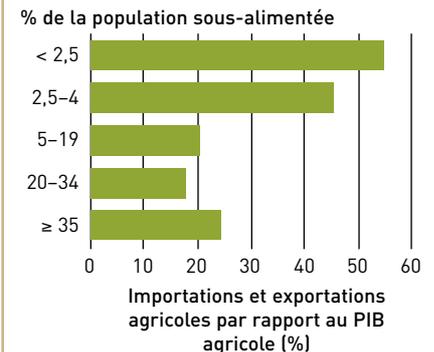
Cela reflète le fait que dans ces pays l'agriculture est plus productive, plus compétitive et mieux intégrée dans les marchés mondiaux, et semble indiquer qu'une croissance agricole plus forte peut à la fois contribuer à réduire la faim et favoriser une meilleure intégration dans le commerce international.

Importance des exportations agricoles et sous-alimentation, 1996-2000



Source: FAO

Participation au commerce des produits agricoles et sous-alimentation, 1996-2000



Source: FAO

L'effet pervers d'un excès de spécialisation – la dépendance à l'égard des produits de base

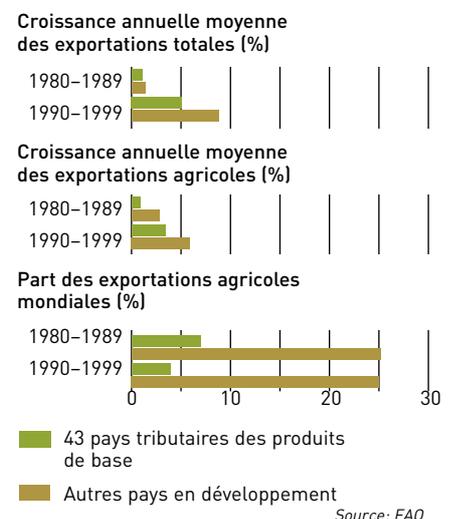
De nombreux pays en développement tirent une grande partie de leurs recettes d'exportation de la vente d'un nombre restreint de produits agricoles. Ils sont même tributaires, dans bien des cas, d'un seul produit de base.

Quarante-trois pays en développement comptent sur un seul produit agricole dont ils tirent plus de 20 pour cent de leurs recettes d'exportation totales et plus de la moitié des revenus provenant des exportations agricoles. Ces pays se trouvent pour la plupart en Afrique subsaharienne ou en Amérique latine et dans les Caraïbes, et sont tributaires de leurs exportations de café, de bananes, de fibres de coton ou de fèves de cacao. La forte dépendance de ces pays à l'égard de l'un ou de plusieurs de ces produits les rend extrêmement vulnérables à tout changement dans les conditions du marché.

Dans les 20 dernières années, les prix réels de ces produits ont été extrêmement volatils et ont dans l'ensemble marqué un fléchissement sensible. La contraction et les fluctuations des recettes d'exportation ont prélevé un lourd tribut sur le revenu, l'investissement, l'emploi et la croissance. Les

résultats à l'exportation des 43 pays tributaires des produits de base ont été nettement inférieurs à ceux des autres pays en développement, pour ce qui est des produits agricoles comme pour le commerce total de marchandises.

Evolution des exportations dans les pays tributaires des produits de base



Source: FAO

Cas particulier

Commerce et sécurité alimentaire: l'ouverture du commerce nuit-elle à la sécurité alimentaire?

L'INTÉGRATION CROISSANTE des marchés internationaux a donné lieu à des préoccupations très largement partagées que le commerce des produits agricoles puisse compromettre la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Bien qu'elle ne permette pas de tirer des conclusions absolues, l'analyse des données disponibles suggère que, en général, pratiquer la voie du commerce agricole a pour corollaire moins de faim, et non pas davantage.

Au niveau national, la proportion des personnes sous-alimentées et des enfants accusant un déficit pondéral a tendance à être moindre dans les pays où le commerce agricole est important en regard de la production agricole.

La poursuite de l'analyse suggère que la médiocrité de l'accès aux marchés internationaux et de l'intégration dans ceux-ci limite les capacités des pays où la faim est répandue d'importer assez de vivres pour compenser les déficits de la production nationale. Les pays où plus de 15 pour cent de la population a faim consacrent au-delà de deux fois plus de leurs recettes d'exportation à l'importation de produits alimentaires que les pays jouissant d'une meilleure sécurité alimentaire (voir gra-

phique). Mais leur pauvreté et le faible volume des transactions commerciales font effet de frein à la fois sur leurs recettes d'exportation et sur leur capacité d'acheter davantage de produits alimentaires sur les marchés internationaux.

De ce fait, bien que leurs importations de vivres absorbent plus de 25 pour cent de leurs recettes d'exportation, les pays caractérisés par l'insécurité alimentaire dépendent beaucoup plus fortement des vivres de production locale. Les pays où plus de 15 pour cent de la population a faim importent moins de 10 pour cent de leur nourriture, contre plus de 25 pour cent pour les pays où la sécurité alimentaire est meilleure. Leur isolement relatif par rapport au commerce international semble être davantage un signe de vulnérabilité qu'une attestation d'autosuffisance.

L'analyse montre aussi, toutefois, que les niveaux de la faim et de la pauvreté diffèrent fortement parmi les pays qui présentent des niveaux très analogues de commerce agricole. Cela suggère que l'impact du commerce agricole sur la sécurité alimentaire se combine à une série d'autres facteurs, y compris les marchés, les institutions et les politiques de lutte contre la faim.

Le rôle déterminant des marchés, de l'infrastructure et des politiques

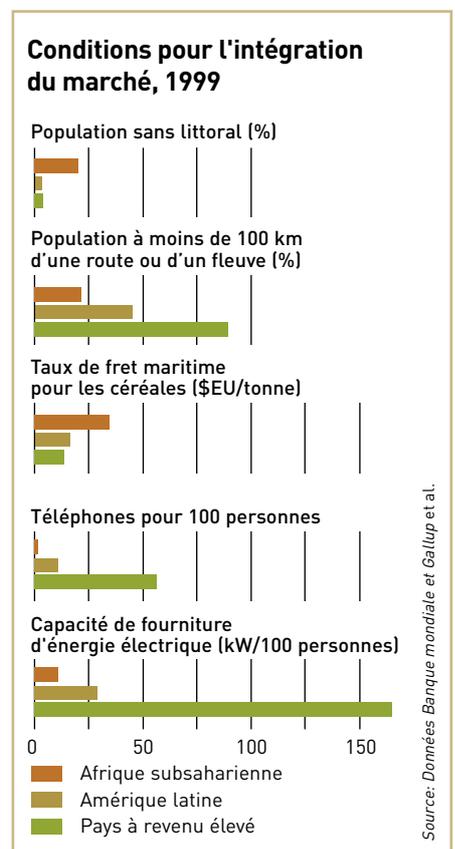
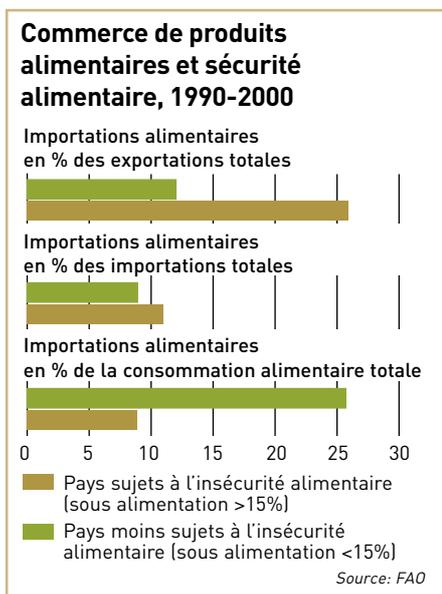
Si les principaux marchés font défaut ou ne fonctionnent pas correctement, les variations des prix relatifs ne conduiront pas automatiquement à un glissement de la production, de l'emploi et de l'investissement vers leurs applications les plus efficaces, comme le prend pour hypothèse la théorie de l'avantage comparatif. De même, l'absence d'une bonne infrastructure routière, portuaire, de télécommunications et de commercialisation peut entraver la capacité d'un pays de participer au commerce international et d'en tirer avantage (voir graphique).

Ce qui a été constaté récemment au Viet Nam montre bien que l'accroissement des exportations agricoles et l'intégration dans les marchés internationaux peuvent contri-

buer à la croissance économique et au recul de la faim, en particulier lorsque ces deux évolutions se combinent avec des investissements dans les infrastructures et avec des politiques qui encouragent le développement agricole et rural (voir encadré).

Là où la libéralisation du commerce n'a pas été accompagnée de réformes des politiques et d'investissements, en revanche, son impact sur la sécurité alimentaire a souvent été ambigu, voire nuisible.

Pour citer un exemple, au début des années 90, le Mozambique a levé l'interdiction d'exporter des noix d'anacardier crues, laquelle avait été imposée pour lutter contre une baisse des exportations de noix transformées. Environ un million de cultivateurs d'anacardiens ont obtenu des prix plus élevés pour leurs produits. Mais au moins la moitié de la hausse du prix correspondant aux exportations est allée non pas aux agriculteurs, mais aux négociants,





si bien qu'il n'y a pas eu de reprise de la production sous l'effet de la hausse des prix à l'exportation. Dans le même temps, les usines de transformation du Mozambique ont perdu leur accès assuré aux noix d'anacardier brutes et ont dû fermer, mettant 7 000 personnes au chômage.

La production de noix d'anacardier ne s'est probablement pas rétablie parce que, à l'époque, le Mozambique comme beaucoup d'autres pays africains a libéré uniquement les prix, sans assortir cette mesure de réformes complémentaires des politiques et d'investissements. Une réforme des prix peut facilement être inversée. En revanche, l'investissement dans l'infrastructure rurale, l'amélioration des marchés financiers ruraux et la réglementation des activités des négociants sont beaucoup plus difficiles à réaliser, mais aussi beaucoup plus difficiles à renverser.

La clef pour améliorer la sécurité alimentaire des agriculteurs pauvres réside dans l'assurance que la réforme des prix s'accompagne de politiques garantissant que les perspectives de commercialisation sont réelles, accessibles et crédibles.

Identifier les gagnants et les perdants probables

Démanteler les restrictions commerciales devrait produire des avantages à long terme à mesure que l'investissement et l'emploi glissent vers les secteurs dans lesquels les pays jouissent d'un avantage comparatif. Mais le processus d'ajustement peut prendre du temps, et nombre de nations et de ménages peuvent le payer au prix fort.

Les pays plus susceptibles de bénéficier de la libéralisation du commerce sont ceux dont les économies sont déjà plus avancées et mieux intégrées dans les marchés internationaux. Mais d'autres pays et régions auront des difficultés à surmonter des handicaps physiques et infrastructurels: pluviométrie insuffisante, éloignement de la mer et réseaux de transports et de communications médiocrement développés, et courent le risque d'être laissés pour comp-

te et de se trouver prisonniers du cercle vicieux des handicaps. A l'intérieur des pays, la réforme de la politique commerciale agricole peut affecter les ménages très différemment. Les agriculteurs commerciaux ayant les ressources voulues pour réagir aux perspectives du marché devraient bénéficier des cours plus élevés des produits agricoles de base. Pour les ménages sans terre, la demande accrue de main-d'œuvre rurale, de biens et de services pourrait accroître suffisamment les revenus pour compenser l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires. Les agriculteurs de

subsistance, quant à eux, pourraient pour l'essentiel ne pas en sentir les effets, mais néanmoins subir la pression des prix plus élevés du foncier, de l'eau, des engrais, des semences et d'autres intrants.

L'élargissement du cercle des gagnants et l'atténuation de l'impact subi par les perdants supposent à la fois des politiques intérieures porteuses et un appui international, y compris la souplesse appropriée au regard des règles de l'OMC, pour stimuler de nouvelles perspectives économiques et de nouveaux investissements dans les zones rurales.

Viet Nam: le commerce agricole alimente la croissance économique et renforce la sécurité alimentaire

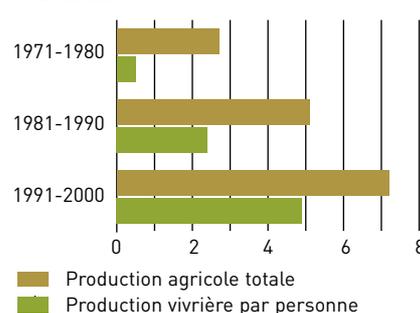
Le Viet Nam offre un exemple saisissant du rôle que le commerce agricole peut jouer dans la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire lorsqu'il est placé en tandem avec des réformes des politiques et des investissements dans les infrastructures et le développement ruraux. Entre 1991 et 2001, l'économie de Viet Nam a accusé une croissance rapide, avec un taux annuel de 7 pour cent, et la proportion des personnes sous alimentées a été réduite de 27 à 19 pour cent. Dans la même période, la production agricole s'est accrue de 6 pour cent par an et les exportations agricoles ont connu une croissance encore plus rapide. Après avoir vu les exportations et les importations agricoles plus ou moins s'équilibrer vers la fin des années 80, le Viet Nam a enregistré un

fort excédent du commerce agricole dans les années 90.

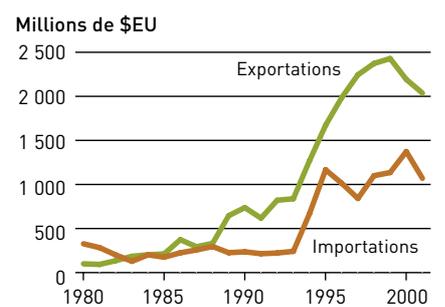
Les bases de la croissance agricole rapide du Viet Nam ont été jetées en 1986. Un programme de réforme économique a donné aux agriculteurs la maîtrise de la terre, leur a permis d'augmenter leurs ventes sur les marchés et a réduit la fiscalité agricole. Les exportations du Viet Nam ont également tiré bénéfice d'un accès renforcé au marché. Par ailleurs, le Viet Nam a été plus lent à supprimer ses subventions internes et ses protections aux frontières contre les importations.

Une campagne agressive d'éradication de la pauvreté, qui a encouragé les investissements dans les infrastructures rurales, a également contribué à renforcer la production agricole et à réduire la faim (voir page 22).

Production agricole et vivrière, Viet Nam



Commerce agricole, Viet Nam



Source: FAO

Cas particulier

Commerce et sécurité alimentaire: le Cycle de négociations de Doha et au-delà

UNE GRANDE PARTIE DU DÉBAT sur la mondialisation s'est axée sur l'Organisation mondiale du commerce et sur l'impact des accords commerciaux internationaux négociés sous ses auspices. Les préoccupations au sujet de la sécurité alimentaire se sont en grande partie concentrées sur l'Accord sur l'agriculture (AoA) négocié dans le cadre des accords du Cycle d'Uruguay signés en 1994. L'AoA ne dit que peu de choses au sujet des préoccupations des pays en développement concernant la sécurité alimentaire. Toutefois, le but proclamé d'établir «un système commercial agricole loyal et orienté vers le marché» en réduisant les tarifs douaniers et les subventions pourrait avoir un impact significatif sur la production et la sécurité alimentaires.

On escompte que la libéralisation du commerce agricole conduise à une hausse des prix de la plupart des produits agricoles. Cela pourrait avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans certains pays en développement, car la plupart sont importateurs nets de produits alimentaires. On s'attend à ce que les prix montent plus rapidement pour les produits alimentaires qu'importent les pays en développement que pour les produits qu'ils exportent.

De nombreux pays en développement devraient toutefois bénéficier des réductions douanières et des subventions dans les pays développés. L'accès amélioré aux

marchés des pays industrialisés et la réduction des distorsions commerciales devraient relever les revenus et l'emploi ruraux, et stimuler la production et l'offre de l'agriculture locale, en particulier des produits vivriers destinés aux marchés intérieurs.

Dans l'ensemble toutefois, la part du lion des avantages de la libéralisation du commerce devrait aller encore une fois aux pays développés (voir graphique), car ceux-ci ont appliqué des tarifs douaniers et pratiqué des subventions principalement pour protéger les denrées de la zone tempérée qu'ils produisent. Les pays en développement qui exportent des produits «concurrents», comme le riz, le sucre et le coton, devraient tirer bénéfice d'une baisse de ces protections. Mais la majorité des pays en développement resteraient importateurs nets, en achetant des volumes inférieurs à des prix plus élevés. Les pays en développement pourraient engranger des gains supérieurs si les pays développés réduisaient les tarifs qui frappent les produits transformés et supprimaient les taxes à la consommation sur certaines catégories d'articles.

Tarifs et subventions dans les pays développés

Jusqu'ici, tant l'observation de l'AoA que son impact sur la sécurité alimentaire se sont révélés difficiles à mesurer. Les tarifs agricoles demeurent élevés et complexes pour beaucoup des produits qu'exportent les pays en développement, y compris les produits horticoles, le sucre, les céréales, le coton, les produits laitiers et la viande. Il existe aussi une mesure significative d'escalade des tarifs (voir encadré) appliqués aux produits transformés à partir de denrées pour lesquelles de nombreux pays en développement jouissent d'un avantage comparatif, comme le café, le cacao et des graines oléagineuses.

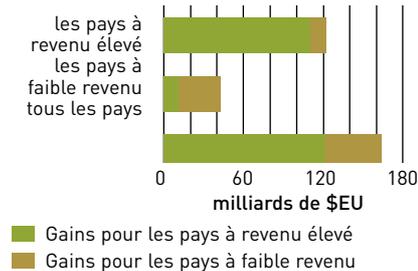
L'AoA comportait aussi des dispositions visant à réduire les mesures de soutien des prix et les subventions qui conduisent à la surproduction dans les pays développés et

à une dépression des prix sur les marchés mondiaux. Mais les transferts vers l'agriculture dans les pays développés n'ont baissé que lentement quand ils l'ont effectivement fait (voir graphique). En 2002, les aides directes aux agriculteurs se sont montées cumulativement à 235 milliards de dollars EU, soit presque 30 fois le montant de l'aide au développement agricole dans les pays en développement. Une forte proportion de ce montant a subventionné la production d'excédents de produits dont beaucoup de pays en développement dépendent.

Les Etats-Unis, par exemple, ont distribué 3,9 milliards de dollars EU en subventions à 25 000 planteurs de coton en 2001-2002, soit un montant plus élevé que le PIB tout entier du Burkina Faso, où la subsistance de plus de 2 millions de personnes dépend du coton. Les agriculteurs burkinabés et ceux d'autres pays d'Afrique de l'Ouest peuvent produire du coton à 0,47 dollar le kilogramme, ce qui est loin du coût de 1,61 dollar qui est celui de la production d'un kilogramme de coton aux Etats-Unis.

Libéralisation du commerce agricole: gains annuels potentiels en qualité de vie

Libéralisation dans:

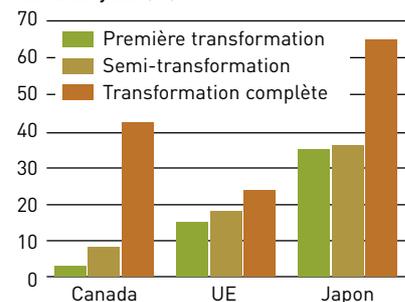


Source: Anderson et al.

Escalade des tarifs douaniers applicables aux produits alimentaires

L'expression «escalade des tarifs» désigne l'application de taux plus élevés aux produits les plus transformés. Cela peut avoir pour conséquence une protection très élevée des produits transformés rendant difficile aux pays en développement d'échapper au cycle fermé de la production et de l'exportation de produits de base.

Tarifs moyens (%)

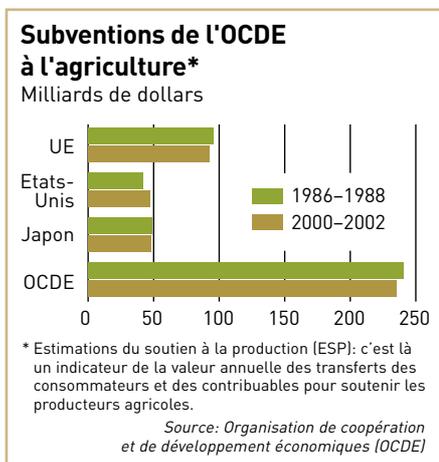


Source: FAO



Mais les subventions garanties ont encouragé les planteurs des Etats-Unis à accroître leur production, alors même que le prix du coton s'est effondré, menaçant la survie des planteurs africains qui subsistent en cultivant le coton pour l'exportation. De même l'Union européenne (UE) a subventionné la production de sucre à hauteur de 2,3 milliards de dollars EU en 2002. L'UE est devenue le deuxième exportateur de sucre au monde, bien que ses coûts de production soient plus du double de ceux de beaucoup de pays en développement.

Outre ces subventions à la production, les subventions à l'exportation demeurent élevées pour beaucoup de produits tels que viande, produits laitiers et céréales. Celles à l'exportation faussent la concurrence sur les marchés mondiaux et déstabilisent les cours et les revenus. Les prix mondiaux déprimés créent de graves problèmes aux agriculteurs pauvres des pays en développement, qui doivent tirer leur épingle du jeu sur les marchés, tant intérieurs que mondial, avec des produits à bas prix, et n'ont aucune sauvegarde contre les afflux subits d'importations (voir encadré). A long terme, les cours déprimés des matières premières découragent l'investissement dans l'agriculture des pays en développement. Tandis que les consommateurs peuvent tirer bénéfice des bas prix, les moyens d'existence ruraux et la durabilité à long terme de la production sont mis en péril.



La sécurité alimentaire dans le Cycle de Doha

Les questions non commerciales, comme la sécurité alimentaire et le développement rural, qui n'avaient pas reçu beaucoup d'attention dans l'Accord du Cycle d'Uruguay, ont acquis beaucoup plus de visibilité dans le Cycle de Doha en cours. A Doha, les membres de l'OMC se sont engagés à réduire les subventions à l'exportation et les aides intérieures, et à «permettre aux pays en développement de prendre en compte effectivement leurs besoins de développement, y compris la sécurité alimentaire et le développement rural».

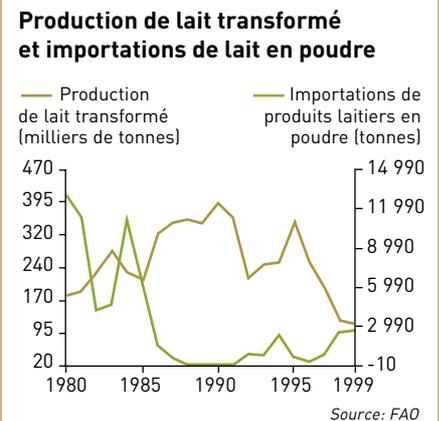
Comment ces engagements se traduiront-ils en accords formels, cela reste chaudement débattu. Nombre de pays en développement arguent que les problèmes que connaissent leurs secteurs agricoles ne ressemblent que de très loin aux subventions excessives et aux excédents de production toujours plus massifs des pays développés. Au contraire, la grande majorité des pays en développement se heurtent à des problèmes de production insuffisante et d'aides qui ne parviennent même pas à relever la productivité agricole pour qu'elle atteigne des niveaux permettant de satisfaire les besoins alimentaires et de réaliser le potentiel agricole.

Les projets de propositions mis sur la table depuis le début du Cycle de Doha incluent diverses mesures prévues pour répondre aux préoccupations des pays en développement. En ce qui concerne l'accès aux marchés, une disposition tendrait à permettre aux pays en développement d'identifier des «produits spéciaux» dont la production nationale est d'une importance critique pour la sécurité alimentaire et le développement rural. Ces produits feraient l'objet de baisses moindres des protections tarifaires. Une autre disposition consisterait à établir un mécanisme spécial de sauvegarde permettant aux pays en développement d'imposer des droits d'importation additionnels dans certaines circonstances, par exemple pour contrer

les afflux massifs et subits d'importations. Tout en réaffirmant leur engagement en faveur de la libéralisation du commerce, certains membres de l'OMC ont souligné que la sécurité alimentaire, le développement rural et la protection de l'environnement ne peuvent pas être assurés sans maintenir et soutenir les productions agricoles nationales. Pour que cela puisse se faire, il faut que les règles multilatérales tiennent compte de la situation spécifique de chaque pays et garantissent la survie de différents types d'agriculture, et non pas seulement celles des exploitations les plus productives dans les zones à fort potentiel.

Kenya La poussée des importations perturbe la production

Les baisses de prix peuvent conduire à des afflux subits d'importations qui portent préjudice à la production nationale. Le Kenya, par exemple, avait plus que doublé sa production de lait transformé entre 1980 et 1990. Mais c'est alors que les importations de lait en poudre sont montées en flèche, passant de 48 tonnes en 1990 à 2 500 tonnes en 1998. Dans le même temps, la production nationale de lait transformé a régressé de près de 70 pour cent. La capacité du Kenya de se diversifier vers la transformation en a été sapée, et les petits producteurs ont subi de plein fouet la baisse de la demande de lait frais de production locale.



Sur la voie des engagements du Sommet

Agir pour combattre la faim

Brésil: objectif «faim zéro»

Le Gouvernement brésilien a déclaré que le combat contre la faim était sa priorité numéro un. Le gouvernement du Président Luiz Inácio Lula da Silva a pris ses fonctions en janvier avec la promesse d'éradiquer la faim avant la fin de son mandat quadriennal.

Le Brésil est un gros exportateur de produits agricoles et de viande, mais sur ses 170 millions d'habitants plus de 40 millions vivent avec moins de 1 dollar EU par jour. La faim sévit surtout dans les zones rurales du nord-est du Brésil, mais son incidence augmente rapidement dans les grandes villes.

Pour vaincre la faim rapidement et définitivement, le gouvernement a adopté une stratégie à deux axes. Le *Projeto Fome Zero* (Projet faim zéro) combine des interventions d'urgence pour remplir les assiettes de ceux qui ont faim avec des initiatives

visant à accroître la capacité d'emploi, à réduire la pauvreté et à stimuler la production vivrière.

Pour venir immédiatement en aide aux familles les plus démunies, *Fome Zero* distribue des cartes de paiement électroniques leur permettant d'acheter les aliments dont elles ont besoin. Les Brésiliens qui souffrent de la faim bénéficieront aussi de programmes de fourniture de repas gratuits ou à bas prix dans des écoles, sur les lieux de travail et dans les cantines populaires. Pour éviter d'encourager la dépendance, le droit à l'aide alimentaire est lié à la participation à des stages d'alphabétisation et de formation technique.

La stratégie à long terme de *Fome Zero* consiste à attaquer les causes profondes de la faim, à savoir la pauvreté, le chômage et la privation de terres. Le projet inclut des mesures visant à relever le salaire minimum, accélérer la réforme agraire et fournir un revenu minimum aux

ménages dans le besoin ayant des enfants d'âge scolaire.

Fome Zero vise à réduire la pauvreté et la faim en milieu rural, en profitant de l'accroissement de la demande engendré par les filets de sécurité alimentaire pour stimuler une expansion de la production des petites et moyennes exploitations agricoles. Le projet comprend des initiatives visant à faciliter l'accès des familles d'agriculteurs aux services de crédit, d'assurance et de vulgarisation.

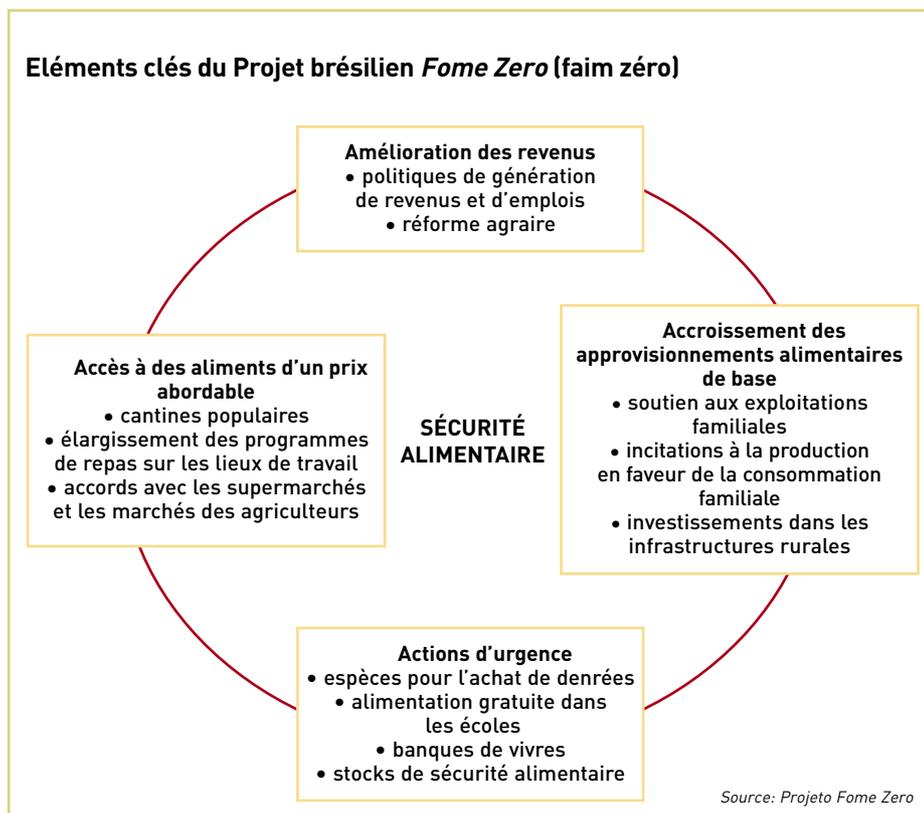
Fome Zero a démarré en flèche. A la fin du mois de mai, des dizaines de milliers de familles dans 181 municipalités touchées par la sécheresse recevaient des allocations mensuelles pour acheter des vivres. Plus de 10 000 réservoirs d'eau avaient été construits pour réduire l'impact de la sécheresse.

Fome Zero est supervisé par un Conseil national pour la sécurité alimentaire, qui rassemble des représentants d'organisations gouvernementales et de la société civile. Le projet jouit d'un très large soutien du public, principalement sous l'impulsion d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de particuliers qui veulent aider le Brésil à se libérer de la faim.

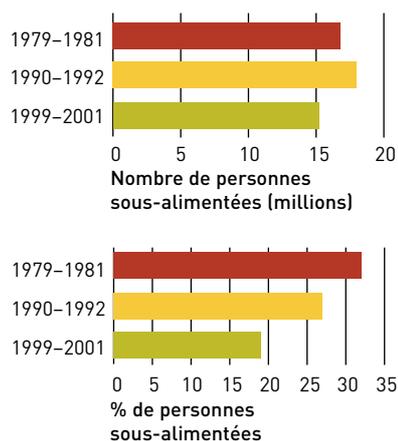
Le Viet Nam progresse rapidement

Un programme d'éradication de la faim lancé au niveau provincial en 1992 et élargi à tout le pays en 1996 a aidé le Viet Nam à progresser rapidement sur la voie de son objectif déclaré, qui est de garantir la sécurité alimentaire des ménages.

Stimulé par une croissance économique rapide et par des investissements dans l'agriculture et le développement rural, le Viet Nam est parvenu à réduire considérablement la proportion de la population sous-alimentée durant les années 90 (voir graphique). C'est en grande partie grâce au Programme interdisciplinaire d'éradication de la faim et de réduction de la pauvreté que ces progrès ont été réalisés et que les pauvres et les communautés isolées ne sont pas restés à la traîne.



Le Viet Nam réduit l'incidence de la faim



Source: FAO

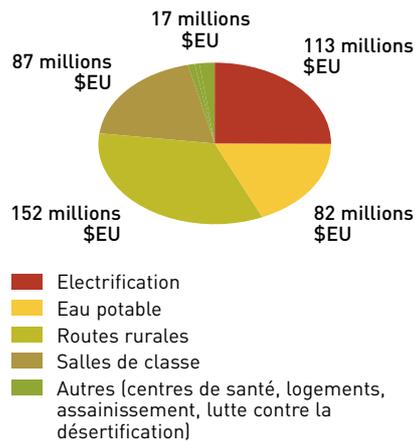
Globalement, la faim et la pauvreté ont régressé de façon spectaculaire dans les zones rurales, tandis que la production agricole a considérablement augmenté, mais les taux de pauvreté restent à peu près deux fois plus élevés dans les campagnes (11,2 pour cent) que dans les villes (6 pour cent). Dans quelques zones montagneuses et communautés de minorités ethniques, plus de la moitié de la population vit encore dans la pauvreté.

Le Programme d'éradication de la faim est ciblé sur les communes les plus pauvres pour toute une gamme de services, dont l'accès au crédit, la vulgarisation et la formation, l'emploi et l'éducation nutritionnelle. En outre, il a investi en moyenne 60 000 dollars EU par an dans chacune des communes, qui sont plus de 2 000, en engageant de la main-d'œuvre locale pour améliorer les routes, les ponts, les installations d'irrigation, les écoles et d'autres infrastructures. Le programme vise à éliminer la faim chronique d'ici à 2005 et à réduire la pauvreté à moins de 5 pour cent d'ici à 2010.

La Tunisie établit un modèle de solidarité

En 1992, le Président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a visité des zones éloignées

La Tunisie investit dans la solidarité



Source: Fonds de solidarité national

du pays et immédiatement constaté que les communautés pauvres étaient dépourvues de routes, d'électricité, d'eau et d'autres infrastructures de base. En moins d'un an, la Tunisie a promulgué des lois pour établir un Fonds de solidarité national (FSN). Dix ans plus tard, le fonds a distribué près de 450 millions de dollars à 1 327 communautés pauvres et isolées et est devenu un modèle pour les initiatives internationales visant à éradiquer la pauvreté.

Le FSN rassemble des fonds provenant de multiples sources, notamment de particuliers, d'entreprises, du gouvernement et d'organisations nationales et internationales. Ces fonds sont utilisés exclusivement pour des projets dans des zones qui manquent de ressources ne serait-ce que pour garantir les conditions minimales pour mener une vie décente. Les résidents des communautés aident à établir les priorités, à planifier les projets et à sélectionner les bénéficiaires.

Au cours de ses huit premières années d'existence, le fonds a permis d'alimenter en électricité 72 000 ménages, fourni de l'eau potable à 81 000 ménages et financé la construction de plus de 30 000 logements et 122 centres de santé. Les projets du Fonds de solidarité ont aussi aidé à lancer

près de 60 000 petits projets générateurs de revenus et créé plus de 17 000 emplois.

Inspiré par le succès du FSN tunisien, le Sommet mondial du développement durable de Johannesburg a approuvé à l'unanimité la création d'un fonds mondial pour renforcer la lutte contre la pauvreté. En décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant la mise en œuvre effective et immédiate du Fonds de solidarité mondial. Le Fonds accepte les contributions volontaires d'organisations publiques et privées et de particuliers et est géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Avancement des directives sur le droit à la nourriture

Un Groupe de travail intergouvernemental, établi par le Conseil de la FAO et chargé de mettre au point des directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante, a tenu sa première session en mars 2003. La FAO assure le secrétariat du Groupe de travail intergouvernemental, en travaillant en collaboration étroite avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Des représentants de 87 pays ont participé à la session. La plupart des membres ont confirmé que leur pays était intéressé par ces directives qui devraient être utiles dans la pratique pour mettre en œuvre le droit à la nourriture. Des représentants de la société civile et d'organisations internationales ont aussi souligné que de telles directives étaient nécessaires de toute urgence.

Une version préliminaire des Directives volontaires a été préparée par le Bureau du Groupe de travail intergouvernemental, constitué de sept membres, en vue de sa soumission à la Deuxième session du Groupe de travail en septembre 2003. Le mandat du Groupe de travail intergouvernemental prévoit que l'élaboration des directives doit être achevée avant la session d'octobre 2004 du Comité de la sécurité alimentaire (CSA).

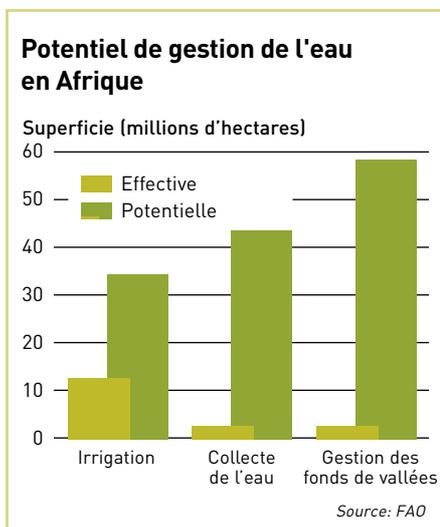
Sur la voie des engagements du Sommet

Au-delà de l'irrigation: les utilisations multiples de l'eau pour améliorer l'alimentation et les revenus

DANS LES ZONES RURALES de tout le monde en développement, l'eau est souvent l'élément déterminant dans les efforts visant à faire reculer la faim. Les projets et la recherche dans divers pays ont mis en relief l'impact que peut avoir l'accès fiable à l'eau sur l'amélioration de la production vivrière, sur le revenu rural et sur l'état nutritionnel des populations.

Là où elle est possible, l'irrigation est la meilleure solution pour accroître la production agricole (voir page 12). En Afrique, où seuls 4 pour cent des terres sous cultures sont irriguées, les projets de petite irrigation et de collecte de l'eau de pluie ont mis en évidence leur fort potentiel d'accroissement des rendements et de réduction de la vulnérabilité à l'irrégularité des précipitations (voir graphique).

La production végétale n'est pas la seule source de vivres et de revenus à être dépendante de l'eau. Beaucoup de ménages pauvres s'adonnent à des activités artisanales au foyer pour lesquelles l'eau est un facteur essentiel. Et les agriculteurs, en nombre croissant, en particulier en Asie, constatent qu'ils peuvent accroître les rendements de la riziculture et s'assurer une source précieuse de protéines et de revenus en utilisant l'eau des rizières pour y élever du poisson.



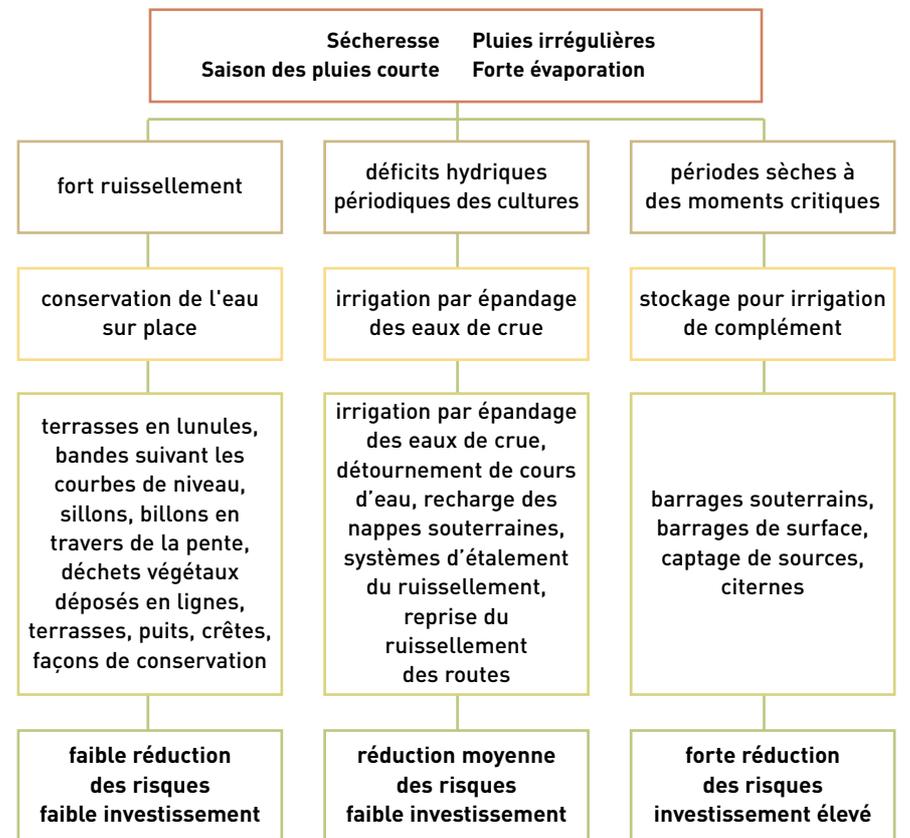
Les avantages multiples de la petite irrigation et de la gestion de l'eau

Une étude récente réalisée par la FAO sur trois projets menés en Afrique a montré que la petite irrigation non seulement améliorerait les rendements culturaux, mais qu'elle avait aussi des retombées positives directes sur la nutrition et la santé.

Au Mali, les agriculteurs utilisent l'eau d'un petit barrage pour accroître la production vivrière et introduire de nouvelles cultures, y compris des légumes riches en micronutriments. Au Burkina Faso, des familles ont investi une partie du surcroît de leur revenu agricole en soins de santé. La fréquentation du dispensaire local

est en augmentation de 50 pour cent. En Tanzanie, les femmes libérées de la contrainte de la corvée d'eau ont maintenant le temps de cultiver un jardin pour vendre ses produits au marché, améliorant ainsi tant leur revenu que leur alimentation. Dans ces trois pays, l'irrigation a permis d'accroître la production vivrière et les revenus dans une proportion telle à assurer un repas supplémentaire par jour, même dans la période de soudure qui précède la récolte, au cours de laquelle nombreuses étaient les familles qui ne mangeaient qu'une fois par jour. Les agriculteurs peuvent également utiliser une variété de techniques simples et accessibles de gestion de l'eau pour accroître les rendements et réduire

Techniques de gestion de l'eau pour réduire les risques et améliorer la production agricole en sec



leur vulnérabilité à la sécheresse (voir diagramme). La récolte de l'eau de pluie consiste à recueillir l'eau qui s'écoule et à la concentrer sur les sites où le besoin en est le plus grand. L'une des techniques consiste à collecter l'eau dans un bassin de captage en amont et à la diriger vers le champ où sont pratiquées les cultures. Les études menées dans plusieurs pays africains ont montré que l'eau de pluie recueillie dans une zone peut tripler ou quadrupler la production dans une autre zone de superficie comparable.

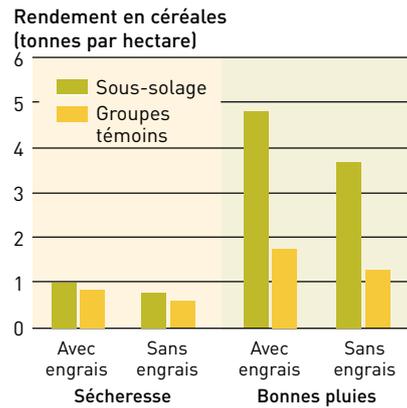
Les façons améliorées – par exemple ne retourner la terre que le long des rangées de végétaux, ou au contraire faire un labour profond (sous-solage) pour briser la croûte qui tend à se former – permettent de faire le meilleur usage de précipitations peu abondantes. Il est apparu que la collecte de l'eau de pluie et les façons améliorées permettent d'accroître de deux à trois fois les rendements par rapport aux cultures en sec traditionnelles (voir graphique). La collecte des eaux de pluie a d'autres avantages. Outre qu'elle permet de disposer d'eau pour les cultures, elle contribue à la recharge en eaux souterraines et réduit l'érosion des sols.

Allouer de l'eau aux activités de production artisanale au foyer

Les études récentes ont mis en relief l'importance de l'eau dans beaucoup d'activités essentielles à la subsistance des ménages vulnérables dans les régions rurales.

Dans la région de Bushbuckridge, en Afrique du Sud, les chercheurs ont constaté que beaucoup de ménages utilisaient l'approvisionnement domestique en eau pour mener une grande variété d'activités artisanales et agricoles modestes, y compris le brassage, la construction, l'élevage caprin et bovin, et la culture de potagers et de vergers autour du domicile (voir graphique). Des enquêtes ont confirmé que ces activités ont tendance à gagner en importance chez les plus pauvres et les plus vulnérables de la communauté, notam-

Effets du sous-solage pour briser la croûte superficielle, en Tanzanie



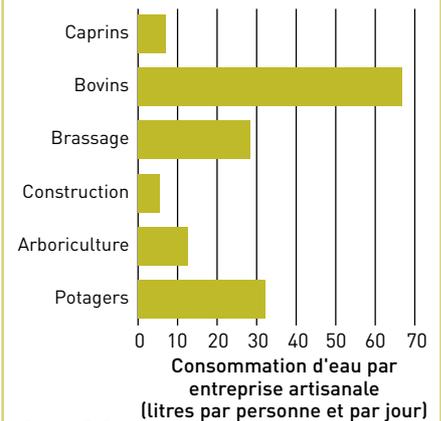
ment les femmes chefs de famille. A mesurer que les pays instituent des réformes pour affecter des contingents d'eau aux différentes parties prenantes sur la base de l'évaluation de leurs besoins minimaux, il est essentiel de faire prendre mieux conscience du rôle déterminant qui est celui de l'eau domestique dans la vie des ménages ruraux pauvres.

La rizipisciculture améliore la nutrition et le revenu

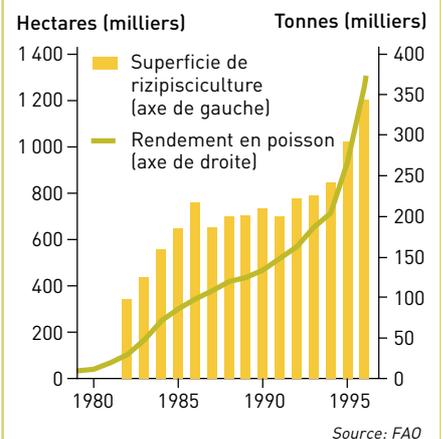
Élever des poissons dans les rizières permet d'accroître les rendements en riz tout en produisant des protéines précieuses et un revenu supplémentaire. Les agriculteurs de nombreux pays d'Asie ont établi qu'une rizière d'un hectare peut rapporter de 50 à 300 kg de poisson par an. Les familles paysannes consomment habituellement la majeure partie de ce poisson produit dans leurs champs, mais peuvent aussi vendre l'excédent pour compléter leur revenu.

Par ailleurs la présence de poissons permet d'accroître le rendement en riz de jusqu'à 15 pour cent. Les poissons mangent les mauvaises herbes et les parasites, par exemple les insectes et les escargots, et recyclent les nutriments quand leurs excréments se déposent au fond. En se nourris-

Utilisation de l'eau domestique pour des activités productives, en Afrique du Sud



Croissance de la pisciculture en rizière, en Chine



sant de parasites, les poissons contribuent aux pratiques de la lutte intégrée contre les ravageurs (PI) qui permettent de réduire au minimum les coûts économiques et environnementaux des pesticides. Les études effectuées en Indonésie ont prouvé que le recours à la PI permet de réduire le nombre moyen d'applications de pesticides dans les rizières de 4,5 à 0,5 par an, ce qui réduit notablement les coûts et les niveaux de résidus chimiques toxiques qui peuvent rendre impossible la pisciculture.

Sur la voie des engagements du Sommet

Cartographier la pauvreté et la faim pour les rayer plus facilement de la carte

POUR LUTTER EFFICACEMENT contre la faim et la pauvreté, il est important de savoir où sont concentrées les personnes qui ont faim et qui sont pauvres. Les estimations nationales du nombre de personnes sous-alimentées ou de la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar EU par jour fournissent des indications utiles sur les progrès accomplis par les pays au fil du temps, mais elles

ne peuvent pas être utilisées pour le ciblage de villages spécifiques et des conditions qui infligent à leurs habitants la faim et la pauvreté.

Tirant parti des techniques récemment mises au point pour estimer la pauvreté locale, un certain nombre de pays ont recours à la technologie des Systèmes d'information géographique (SIG) pour établir des cartes détaillées de la pauvreté. Ces cartes

peuvent être combinées avec d'autres données géoréférencées pour mettre en évidence les zones où la faim et la pauvreté se conjuguent avec d'autres problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Des cartes peuvent être établies, par exemple, pour montrer les zones agricoles semi-arides où l'accès aux routes est insuffisant et où l'incidence du goitre et de l'analphabétisme chez les femmes est élevée. Ces informations peuvent ensuite être utilisées pour concevoir des programmes adaptés à des problèmes locaux spécifiques.

Au Malawi, des cartes de la pauvreté facilitent le ciblage de projets de travaux publics

Avec un appui de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le Malawi a produit un *Atlas des statistiques sociales*. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds malawien d'action sociale se sont servis des cartes de la pauvreté que contenait l'Atlas pour cibler des projets de travaux publics qui créent des emplois et améliorent les infrastructures dans les communautés pauvres. On prévoit que les cartes de l'Atlas seront aussi utilisées pour faciliter la distribution gratuite d'engrais et de

semences dans le programme «starter pack» du Malawi.

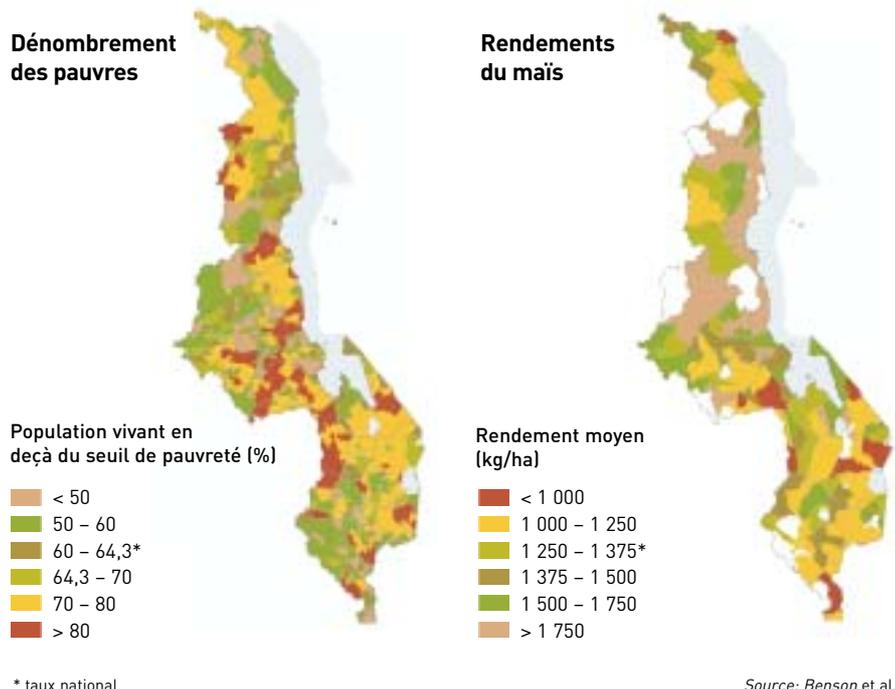
L'utilisation combinée de cartes de la pauvreté et de cartes d'autres indicateurs socio-économiques et environnementaux peut mettre en évidence des facteurs qui contribuent à la faim et suggérer des moyens d'action. De nombreuses zones du sud et du centre du Malawi affichent à la fois des taux de pauvreté élevés et de faibles rendements en maïs.

Modalités d'établissement des cartes de la pauvreté

Les cartes de la pauvreté sont souvent établies à l'aide de la technique d'«estimation de zones restreintes». L'approche combine des données de recensement avec des informations émanant d'enquêtes, telles que l'Étude sur la mesure des niveaux de vie.

Pris séparément, chaque ensemble de données a ses propres avantages et inconvénients. Les données provenant des recensements de la population et de l'agriculture couvrent tous les ménages et permettent une cartographie précise au niveau local. Mais les recensements sont peu fréquents et comprennent rarement l'ensemble complet d'indicateurs dont les décideurs ont besoin. En revanche, les enquêtes sur les ménages sont plus fréquentes et rassemblent souvent tous les indicateurs pertinents, tels que le revenu et les dépenses de consommation des ménages. Toutefois, elles sont basées sur de petits échantillons qui conviennent pour établir des profils nationaux statistiquement valables, mais ne sont pas suffisants pour l'établissement de cartes à l'échelle d'un village.

La méthode d'estimation de zones restreintes projette des schémas mis en évidence par des données d'enquête sur des groupes de ménages démographiquement et socialement similaires qui peuvent être identifiés dans les données de recensement plus complètes et plus détaillées. Ces projections peuvent ensuite être utili-



sées pour «prédire» les niveaux de pauvreté moyens d'un village ou d'un groupe de villages, comptant à peine 500 ménages.

Utilisation des cartes pour combattre la faim

Un nombre croissant de pays se sert de cartes de la pauvreté pour cibler des projets d'aide alimentaire et de travaux publics sur les zones où vivent les personnes les plus pauvres (voir encadrés). Cette approche de cartographie de la pauvreté reposant sur des données de recensement et d'enquête, les cartes ne reflètent pas toujours les pénuries et les crises alimentaires saisonnières, mais elles fournissent des données de base précieuses pour la planification et le suivi. Les résultats obtenus dans plusieurs pays indiquent que les cartes contribuent aussi à accroître la prise de conscience et la participation car les populations les comprennent facilement.

L'application de la technique d'estimation de zones restreintes à la cartographie de la pauvreté dans les pays en développement est relativement récente. Une bonne partie des travaux de base a été effectuée par une équipe du Département de recherche de la Banque mondiale. D'autres applications pilotes ont été financées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, la Fondation Rockefeller, le Département britannique pour le développement international, la Société norvégienne d'aide et le Secrétariat du SICIIV.

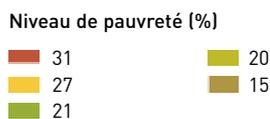
Plus récemment, le GCRAI, le PNUE/GRID-Arendal et la FAO ont lancé un projet pour incorporer des instruments d'analyse spatiale dans la cartographie de la pauvreté. Ces outils aideront à analyser les liens entre la pauvreté et l'environnement. Le fait de montrer que les concentrations de la pauvreté recouvrent différentes zones agro-écologiques, des systèmes de production de cultures vivrières importants ou des zones fragiles exposées à la dégradation, peut être utile pour mettre au point une action efficace et durable pour combattre la faim.

Avec l'aide de cartes, le Panama fournit des repas scolaires aux enfants les plus pauvres

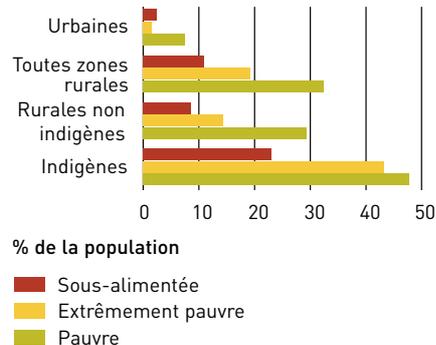
Le Panama a appliqué la cartographie de la pauvreté pour faciliter le ciblage de 150 millions de dollars EU décaissés par son Fonds d'investissement social (FIS). Un programme de repas scolaires financé par le FIS a utilisé les cartes pour toucher 120 000 enfants

extrêmement pauvres dans 1 500 écoles. Une Division du Ministère de la santé se sert à la fois de cartes de la pauvreté et d'enquêtes communautaires pour suivre et évaluer des programmes nutritionnels.

Niveaux de pauvreté dans le district de San Miguelito



La pauvreté et la malnutrition, par zone géographique



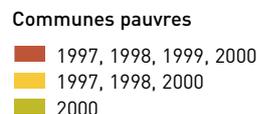
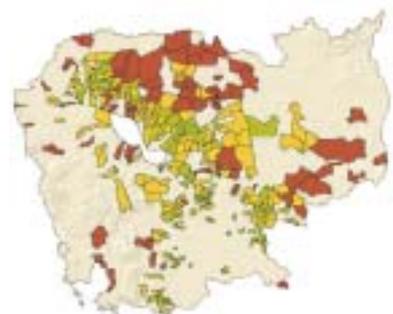
Source: Ministère de l'économie et des finances du Panama

Les programmes «vivre-contre-travail» aident les communes les plus pauvres du Cambodge

Le Cambodge a lancé d'importantes initiatives de cartographie de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Le Programme alimentaire mondial a utilisé une carte de la pauvreté à l'échelle des communes pour faciliter l'allocation de 50 millions de dollars EU d'aide alimentaire. Des programmes «vivre-

contre-travail», axés sur la construction de routes, d'écoles et de centres de santé et sur la remise en état des installations d'irrigation, ont été ciblés sur les communes les plus pauvres. Un comité interministériel du SICIIV coordonne les efforts à l'appui de la production de cartes de l'insécurité alimentaire plus détaillées, avec la participation et l'appui d'un réseau SICIIV incluant d'importantes institutions donatrices, des organisations des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Ces cartes seront utilisées pour planifier et cibler une vaste gamme de programmes de lutte contre la faim et la pauvreté.

Analyse des communes pauvres, 1997-2000



Source: PAM; Henninger et Snel

Sur la voie des engagements du Sommet

Identifier ce qui détermine la durabilité des programmes de nutrition

CES DERNIÈRES ANNÉES, nombre de pays ont mis en œuvre des programmes d'alimentation et de nutrition enracinés dans les communautés. La portée et les objectifs de ces programmes sont variables, allant des efforts généraux d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages à des campagnes étroitement ciblées visant à réduire les carences en un micronutriment unique.

Un programme de nutrition, pour être efficace, doit améliorer l'état nutritionnel de manière mesurable, par exemple avec une baisse du taux d'insuffisance pondérale chez les enfants ou des carences en micronutriments. Mais pour pouvoir être qualifié de succès, il doit également pouvoir maintenir et étendre ses résultats dans la durée.

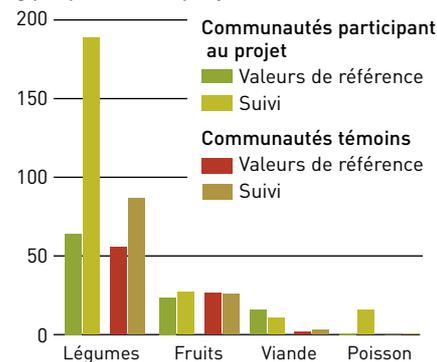
Afin de façonner des initiatives qui auront un impact significatif et durable, il est essentiel de comprendre les facteurs qui font que certains programmes réussissent et que d'autres échouent. La FAO a récemment effectué une analyse détaillée d'un choix de programmes qui ont été opérationnels au moins cinq ans et ont entraîné une amélioration significative de l'état nutritionnel des intéressés. Les résultats de l'analyse ont mis en évidence un certain nombre de facteurs communs qui distinguent les programmes réussis et aux effets durables. Ces facteurs sont notamment: un soutien politique fort, une collaboration multisectorielle efficace, la participation et l'autonomisation des communautés, et le recours aux structures communautaires existantes et aux traditions culturelles.

Au Viet Nam: des vitamines dans le jardin

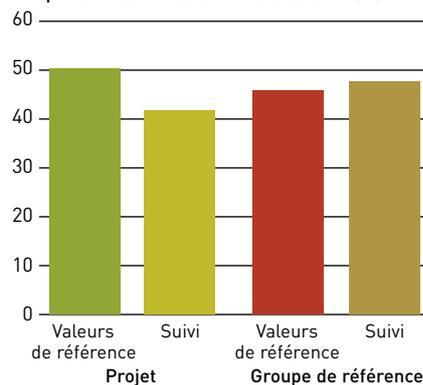
Au cours des 20 dernières années, le Viet Nam a remporté des succès remarquables dans le recul de la faim. Entre 1979-1981 et 1999-2001, la proportion de personnes sous-alimentées y est passée de 32 à 19 pour cent. Un projet de nutrition communautaire combinant le jardinage domestique et l'enseignement des principes de la nutrition aux familles ayant des enfants

Au Viet Nam, les communautés améliorent la diversité de leur alimentation et réduisent les retards de croissance

Consommation quotidienne (g par personne et par jour)



Proportion des retards de croissance (%)



Source: FAO

souffrant de malnutrition a notablement contribué au succès.

Le projet a commencé en 1991 avec des visées relativement restreintes – réduire l'incidence de la carence en vitamine A parmi les enfants de quatre communes. Pour y parvenir, le projet a associé formation, technologie et de très faibles subventions aux familles pour les aider à créer des jardins potagers où elles pourraient faire pousser fruits et légumes riches en nutriments. Parallèlement, on a enseigné aux parents l'importance d'un bon «mariage des couleurs dans le bol», concept coutumier au Viet Nam pour illustrer ce que doit être un repas équilibré. Le riz blanc ou la soupe de riz peuvent être colorés en brun en ajoutant de la viande ou du poisson, en vert en ajoutant des légumes, et en jaune en ajoutant des œufs.

Une enquête, faite trois ans après le lancement du projet, a montré que les communes participantes cultivaient et mangeaient plus de deux fois plus de légumes et de fruits et plus de 20 fois plus de poisson que précédemment (voir graphique). L'apport journalier de vitamine A chez les enfants participants était de deux fois supérieur à la valeur enregistrée dans la commune de référence. Mais l'effet nutritionnel le plus visible se mesurait au mètre à

ruban: la proportion d'enfants qui présentaient des retards de croissance avait baissé de près de 20 pour cent.

Sur la foi de ce succès, un projet bien plus ambitieux combinant jardinage domestique et éducation nutritionnelle fut étendu à huit provinces à compter de 1997. Une évaluation au bout de deux ans a permis de constater que la malnutrition avait été réduite de 12,8 pour cent dans les communautés participantes.

Panama: les écoles «cultivent» la nutrition

Au Panama, un projet qui, initialement, consistait à enseigner aux écoliers de 13 communautés pauvres comment planter, faire pousser et manger des aliments nutritifs a solidement pris racine.

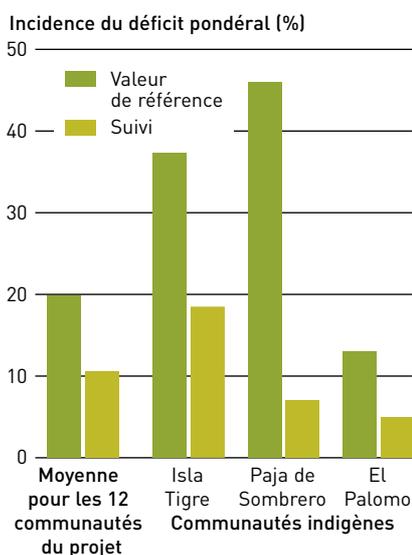
Le projet visait à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des enfants en fournissant outils et formation pour la conduite de jardins scolaires, avec légumes riches en vitamines et élevage de volaille. Il a obtenu des résultats impressionnants. Une enquête réalisée trois ans après le début du projet a permis de constater que la proportion d'enfants qui présentaient un déficit pondéral avait été réduite de près de moitié, soit de 19,9 à 10,6 pour cent. Les

communautés indigènes participant au projet manifestaient l'amélioration la plus spectaculaire, la sous-alimentation ayant reculé de 85 pour cent dans un cas (voir graphique).

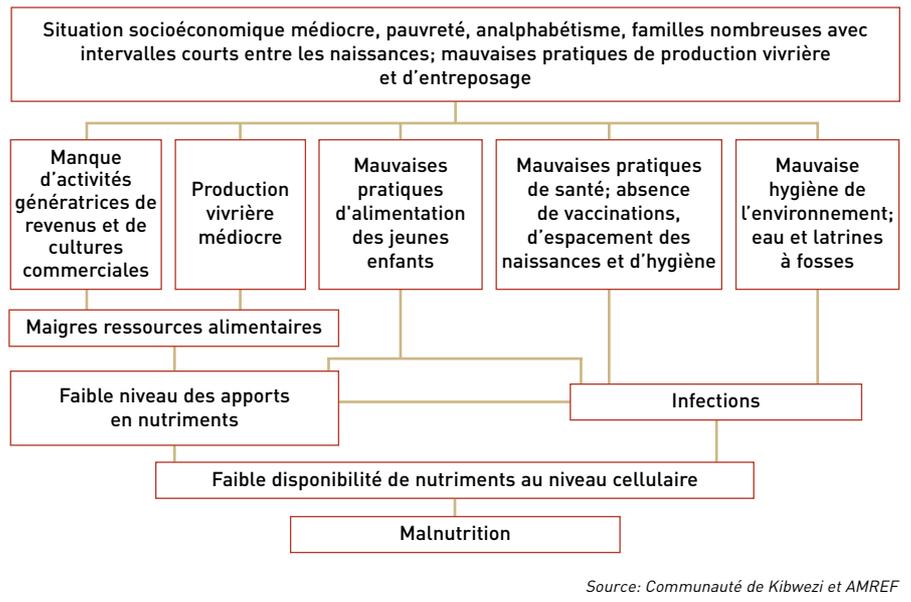
La formation et l'impact ont largement dépassé le public immédiat des élèves pour s'étendre aux parents, professeurs, chefs locaux d'exploitations agricoles et experts techniques des ministères et d'organisations non gouvernementales. L'opération a tiré bénéfice d'une approche multidisciplinaire fondée sur les ressources locales et sur des techniques bon marché respectueuses de l'environnement. Tandis qu'il apportait semences, outils et savoir-faire pour la culture horticole, le projet a aussi mis l'accent sur la participation de la communauté, le petit élevage, l'éducation nutritionnelle, la transformation et la conservation des produits alimentaires, et l'agroforesterie.

Dans la plupart des communautés, les activités de production vivrière mises au point dans les écoles ont été adoptées par les familles des élèves et par d'autres ménages. Dans certains cas, des groupes de ménages ont constitué des associations

Recul de l'incidence du déficit pondéral au Panama



Des communautés du Kenya découvrent les liens entre pauvreté et malnutrition



volontaires pour cultiver des plantes nutritives et partager leurs connaissances, comme leurs enfants l'avaient fait autour des jardins scolaires.

Kenya: des secours au développement

Le Projet de nutrition appliquée mené au Kenya a été lancé en 1986 à la suite de la sécheresse et de la sévère famine consécutive dans le district aride de Makueni. Pendant plus de 15 ans, le projet a focalisé avec succès les communautés locales sur toutes les étapes de la transition entre secours d'urgence et action de développement.

Des réunions communautaires ont permis d'identifier quatre principaux problèmes liés à la nutrition: la malnutrition chez les enfants en bas âge, la médiocre sécurité alimentaire des ménages, le manque d'activités génératrices de revenus et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau salubre. Les villageois ont appris à comprendre les interactions complexes entre la pauvreté, la malnutrition et la santé en même temps que le personnel de projet

(voir diagramme ci-dessus). Cette compréhension commune a permis de définir différentes interventions, allant de l'éducation nutritionnelle à la promotion de cultures résistantes à la sécheresse et d'activités génératrices de revenus qui réduiraient la charge de travail des femmes.

Le projet a fait recours à des groupes traditionnels de femmes, des conseils de village et des organes de décision communautaires comme points d'entrée. Une autre des clefs du succès et de la longévité de l'action a été l'appui efficace trouvé à tous les niveaux de gouvernement.

Le district de Makueni reste l'un des plus pauvres du Kenya, car il souffre de sécheresses et de pénuries alimentaires répétées, ainsi que de niveaux élevés d'infection par le VIH. Malgré ces menaces, le Projet de nutrition appliquée a su aider les communautés participantes à mettre fin à la détérioration de leur état nutritionnel et à enregistrer quelques modestes progrès. Entre 1994 et 1997, la proportion d'enfants présentant des retards de croissance a été réduite de plus de 13 pour cent.

Mobiliser les volontés et agir pour combattre la faim

LES DONNÉES ET LES ANALYSES présentées dans la présente livraison du rapport sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* dépeignent une situation généralement peu encourageante. Le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde en développement a diminué de moins de 20 millions depuis la période 1990-1992 utilisée comme point de référence au Sommet mondial de l'alimentation (SMA). Pis encore, au cours des quatre années les plus récentes pour lesquelles on dispose de données, le nombre des victimes de la faim chronique a augmenté en valeur absolue à raison de près de 5 millions par an.

Seule une poignée de pays a réussi à faire reculer durablement la faim au long des années qui nous séparent de la période de référence du Sommet. Analyser ce qui a contribué à leur succès jette une lumière utile sur les mesures qui pourraient être prises dans d'autres pays pour hâter les progrès.

Comme on peut s'y attendre, les pays qui ont réussi à faire reculer la faim ont bénéficié d'une croissance économique plus rapide que ceux où les progrès se sont interrompus ou bien où la faim a gagné du terrain. Il est aussi significatif qu'ils ont également enregistré une croissance agricole plus rapide (voir graphique). Ils se caractérisent en outre par un accroissement plus lent de la population, des taux inférieurs d'infection par le VIH et par la fréquence nettement moindre des crises alimentaires.

Divers articles, ailleurs dans le présent rapport, précisent les relations entre nombre de ces facteurs et la sécurité alimentaire. Dans chacun des cas, ils montrent de façon indubitable que les rapports de cause à effet opèrent dans les deux sens. L'analyse révèle, par exemple, qu'à la fois le VIH/SIDA est un facteur important de faim et qu'inversement la faim accélère la diffusion et renforce l'impact mortel de la maladie (voir page 10). De même, la réduction de la faim est à la fois la conséquence et la condition préalable essentielle d'un développement économique plus rapide.

Trop souvent, l'éradication de la faim a été considérée comme un effet secondaire plutôt que comme un facteur important de croissance économique. L'une des conséquences de cette attitude a été la tendance à compter sur les processus normaux du développement économique, sur les mécanismes du marché et sur le stimulus de la libéralisation du commerce pour amener la disparition de la faim.

Toutefois, la faim généralisée fait obstacle aux résultats économiques non seulement des individus et des familles, mais aussi des nations. Comme le lien qui unit une croissance agricole plus rapide et le succès dans le recul de la faim le suggère, pour faire en sorte que le développement et le commerce aboutissent à un recul durable de la faim, il faut qu'ils s'accompagnent de politiques et d'investissements qui donnent à ceux qui ont faim accès à la nourriture et qui favorisent la croissance dans les zones rurales où vivent les trois quarts des affamés du monde.

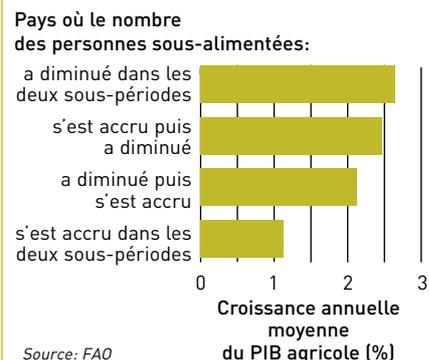
Le programme de lutte contre la faim définit une campagne menée sur deux fronts

Le programme de lutte contre la faim dévoilé par la FAO lors du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* présente une action à mener sur deux fronts, ou deux voies jumelles. Il plaide pour des mesures permettant d'accroître la productivité et d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants et des travailleurs sans terre. Et, parallèlement, il propose une action immédiate pour donner aux affamés accès à la nourriture dont ils ont besoin.

Le document qui trace le Programme de lutte contre la faim établit des priorités et des budgets pour l'action dans cinq domaines:

- améliorer la productivité agricole dans les communautés rurales pauvres
- mettre en valeur les ressources naturelles et en assurer la conservation
- développer les infrastructures rurales et l'accès aux marchés

Tendances de la malnutrition et du PIB, de 1990-1992 à 1995-1997 et de 1995-1997 à 1999-2001



- renforcer les capacités de génération et de diffusion de connaissances
- assurer aux plus nécessiteux l'accès aux vivres.

Le document établi par la FAO propose aussi une solution permettant de financer l'investissement public supplémentaire, estimé à 19 milliards de dollars EU par an, nécessaire pour renforcer la croissance et la productivité agricoles. Les coûts pourraient être divisés à parts égales entre les gouvernements des pays où la faim fait problème et les donateurs internationaux. Cela représenterait un doublement du financement à des conditions de faveur de l'agriculture de la part des pays développés, et une augmentation moyenne des dépenses totales pour l'agriculture d'environ 20 pour cent pour les pays en développement.

En définitive, le succès des programmes de lutte contre la faim dépendra de l'appui et de la détermination qui seront trouvés aux niveaux national et international. A cet effet, la FAO a souscrit aux propositions de former une Alliance internationale contre la faim qui unirait les gouvernements nationaux, la communauté internationale, les organisations de la société civile, le secteur privé et les personnes privées intéressées pour mobiliser la volonté politique, l'expertise technique et les ressources financières requises pour réduire au moins de moitié le nombre des affamés d'ici à 2015.

Tableau 1. PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et dans les pays en transition

PAYS EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 %	1999-2001
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	4 050,0	4 418,6	4 712,2	816,6	779,7	797,9	20	18	17
ASIE ET PACIFIQUE	2 812,1	3 033,0	3 204,8	566,8	496,4	505,2	20	16	16
ASIE DE L'EST	1 241,1	1 306,7	1 353,4	198,3	153,3	144,5	16	12	11
Chine* [3]	1 169,5	1 231,0	1 275,0	193,0	144,6	135,3	17	12	11
Corée, Rép. pop. dém. de [4]	20,3	21,6	22,3	3,7	6,9	7,5	18	32	34
Hong Kong, RAS de Chine [1]	5,8	6,3	6,9	0,0	0,1	0,1	—	—	—
Mongolie [5]	2,3	2,4	2,5	0,8	1,0	1,0	34	42	38
République de Corée [1]	43,3	45,3	46,7	0,8	0,7	0,7	—	—	—
Océanie	3,9	4,4	4,8	0,9	1,2	1,3	25	27	27
Papouasie-Nouvelle-Guinée [4]	3,9	4,4	4,8	0,9	1,2	1,3	25	27	27
ASIE DU SUD-EST	444,8	486,0	517,0	76,4	65,4	66,3	17	13	13
Cambodge [5]	10,0	11,7	13,1	4,3	5,2	5,0	43	45	38
Indonésie [3]	185,6	200,6	212,1	16,6	11,4	12,6	9	6	6
Lao, Rép. dém. pop. [4]	4,2	4,8	5,3	1,2	1,3	1,2	29	28	22
Malaisie [1]	18,3	20,5	22,2	0,6	0,4	0,5	3	—	—
Myanmar [3]	41,3	45,1	47,7	4,0	3,3	3,2	10	7	7
Philippines [4]	62,5	69,8	75,7	16,1	16,1	16,8	26	23	22
Thaïlande [3]	55,5	59,5	62,8	15,6	12,3	11,9	28	21	19
Viet Nam [3]	67,5	74,0	78,1	18,1	15,3	15,1	27	21	19
ASIE DU SUD	1 122,4	1 236,0	1 329,6	291,1	276,5	293,1	26	22	22
Bangladesh [4]	112,7	126,3	137,5	39,2	47,9	44,1	35	38	32
Inde [4]	861,3	943,5	1 008,9	214,5	194,7	213,7	25	21	21
Népal [3]	18,6	20,9	23,0	3,4	5,0	3,8	18	24	17
Pakistan [3]	112,5	126,9	141,3	29,0	24,1	26,8	26	19	19
Sri Lanka [4]	17,2	18,2	18,9	5,0	5,0	4,6	29	27	25
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	442,2	481,2	512,0	59,0	55,3	53,4	13	11	10
AMÉRIQUE DU NORD	84,8	92,7	98,9	4,6	5,1	5,2	5	5	5
Mexique [3]	84,8	92,7	98,9	4,6	5,1	5,2	5	5	5
AMÉRIQUE CENTRALE	28,7	32,7	36,0	5,0	6,5	7,5	17	20	21
Costa Rica [3]	3,1	3,7	4,0	0,2	0,2	0,2	7	6	6
El Salvador [3]	5,2	5,8	6,3	0,6	0,8	0,8	12	14	14
Guatemala [4]	9,0	10,2	11,4	1,4	2,2	2,9	16	21	25
Honduras [4]	5,0	5,8	6,4	1,1	1,2	1,3	23	20	20
Nicaragua [4]	3,9	4,6	5,1	1,2	1,5	1,5	30	33	29
Panama [4]	2,4	2,7	2,9	0,5	0,6	0,7	20	22	26
CARAÏBES	28,5	30,3	31,6	7,9	9,8	7,8	28	32	25
Cuba [3]	10,7	11,0	11,2	0,9	2,7	1,3	8	24	11
République dominicaine [4]	7,2	7,8	8,4	1,9	2,1	2,1	27	26	25
Haïti [5]	7,0	7,6	8,1	4,6	4,6	4,0	65	60	49
Jamaïque [3]	2,4	2,5	2,6	0,3	0,3	0,2	14	11	9
Trinité-et-Tobago [3]	1,2	1,3	1,3	0,2	0,2	0,2	13	14	12
AMÉRIQUE DU SUD	300,1	325,5	345,6	41,5	34,0	32,9	14	10	10
Argentine [1]	33,0	35,2	37,0	0,7	0,4	0,4	—	—	—
Bolivie [4]	6,7	7,6	8,3	1,8	1,9	1,8	26	25	22
Brésil [3]	150,3	161,7	170,4	18,6	16,7	15,6	12	10	9
Chili [2]	13,3	14,4	15,2	1,1	0,7	0,6	8	5	4
Colombie [3]	35,7	39,3	42,1	6,1	5,0	5,7	17	13	13
Equateur [2]	10,5	11,7	12,6	0,9	0,6	0,6	8	5	4
Guyana [3]	0,7	0,7	0,8	0,2	0,1	0,1	21	12	14
Paraguay [3]	4,3	5,0	5,5	0,8	0,7	0,7	18	13	13
Pérou [3]	22,0	23,9	25,7	8,9	4,2	2,9	40	18	11
Suriname [3]	0,4	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	13	11	11
Uruguay [2]	3,1	3,2	3,3	0,2	0,1	0,1	6	4	3
Venezuela [3]	20,0	22,3	24,2	2,3	3,5	4,4	11	16	18

(suite)

Tableaux

Tableau 1 (suite). PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et dans les pays en transition

PAYS EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 %	1999-2001
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	321,3	361,3	392,4	25,3	35,2	40,9	8	10	10
PROCHE-ORIENT	200,6	228,3	249,6	19,6	29,4	34,8	10	13	14
Afghanistan [5]**	14,6	19,7	21,8	8,4	12,7	15,3	58	65	70
Iran, République islamique d' [3]	59,9	65,8	70,3	2,8	3,0	3,8	5	5	5
Iraq [4]**	17,8	20,6	23,0	1,2	5,1	6,2	7	25	27
Jordanie [3]	3,4	4,4	4,9	0,1	0,3	0,3	4	7	6
Koweït [2]	2,1	1,7	1,9	0,5	0,1	0,1	22	4	4
Liban [2]	2,8	3,2	3,5	0,1	0,1	0,1	3	3	3
Arabie saoudite [2]	15,8	17,6	20,3	0,6	0,6	0,6	4	3	3
République arabe syrienne [2]	12,8	14,6	16,2	0,6	0,6	0,6	5	4	4
Turquie [2]	57,2	62,6	66,7	1,0	1,5	1,8	—	—	3
Emirats arabes unis [1]	2,1	2,4	2,6	0,1	0,0	0,0	4	—	—
Yémen [4]	12,2	15,6	18,4	4,2	5,4	6,1	35	35	33
AFRIQUE DU NORD	120,7	133,0	142,8	5,7	5,8	6,1	5	4	4
Algérie [3]	25,4	28,2	30,3	1,3	1,6	1,7	5	6	6
Egypte [2]	57,4	63,2	67,9	2,7	2,3	2,3	5	4	3
Jamahiriya arabe libyenne [1]	4,4	4,9	5,3	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Maroc [3]	25,1	27,7	29,9	1,5	1,9	2,1	6	7	7
Tunisie [1]	8,3	9,1	9,5	0,1	0,1	0,1	—	—	—
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	474,5	543,1	603,0	165,5	192,7	198,4	35	35	33
AFRIQUE CENTRALE	62,8	73,8	81,7	22,0	39,5	47,6	35	53	58
Cameroun [4]	11,9	13,6	14,9	3,9	4,5	4,0	33	33	27
République centrafricaine [5]	3,0	3,4	3,7	1,5	1,7	1,6	50	51	44
Tchad [4]	6,0	7,0	7,9	3,5	3,4	2,7	58	49	34
Congo [4]	2,3	2,7	3,0	0,9	1,1	0,9	37	42	30
Congo, Rép. dém. du [5]	38,5	46,1	51,0	12,1	28,7	38,3	31	62	75
Gabon [3]	1,0	1,1	1,2	0,1	0,1	0,1	11	9	7
AFRIQUE DE L'EST	166,1	188,2	209,5	73,2	84,8	81,3	44	45	39
Burundi [5]	5,7	6,1	6,4	2,8	3,9	4,5	49	64	70
Erythrée [5]	nd	3,2	3,7	nd	2,0	2,2	nd	63	61
Ethiopie [5]	nd	56,9	62,9	nd	32,2	26,4	nd	57	42
Kenya [5]	24,3	28,0	30,7	10,6	11,1	11,5	44	40	37
Rwanda [5]	6,4	5,3	7,5	2,8	2,7	3,1	43	50	41
Somalie [5]**	7,2	7,6	8,8	4,9	5,5	6,2	68	73	71
Soudan [4]	25,4	28,6	31,1	7,9	6,3	7,7	31	22	25
Ouganda [3]	17,8	20,7	23,3	4,1	5,3	4,5	23	25	19
République-Unie de Tanzanie [5]	27,0	31,8	35,1	9,5	15,7	15,2	35	49	43
AFRIQUE AUSTRALE	71,0	81,0	89,2	34,2	37,1	36,8	48	46	41
Angola [5]	9,9	11,7	13,1	6,1	6,4	6,4	61	54	49
Botswana [4]	1,3	1,5	1,5	0,2	0,3	0,4	18	22	24
Lesotho [4]	1,7	1,9	2,0	0,5	0,5	0,5	27	26	25
Madagascar [5]	12,3	14,2	16,0	4,3	5,6	5,7	35	40	36
Malawi [4]	9,6	10,2	11,3	4,7	4,0	3,7	49	39	33
Maurice [3]	1,1	1,1	1,2	0,1	0,1	0,1	6	6	5
Mozambique [5]	14,1	16,8	18,3	9,7	10,3	9,7	69	62	53
Namibie [3]	1,4	1,6	1,8	0,3	0,2	0,1	20	12	7
Swaziland [3]	0,8	0,9	0,9	0,1	0,1	0,1	10	16	12
Zambie [5]	8,3	9,5	10,4	3,7	4,4	5,2	45	47	50
Zimbabwe [5]	10,5	11,7	12,6	4,5	5,1	4,9	43	44	39
AFRIQUE DE L'OUEST	174,7	200,1	222,6	36,2	31,3	32,7	21	16	15
Bénin [3]	4,8	5,6	6,3	1,0	1,0	1,0	20	17	16
Burkina Faso [3]	9,3	10,5	11,5	2,0	1,9	1,9	22	18	17
Côte d'Ivoire [3]	13,0	14,7	16,0	2,4	2,3	2,4	18	16	15
Gambie [4]	1,0	1,2	1,3	0,2	0,4	0,4	22	32	27
Ghana [3]	15,6	17,7	19,3	5,5	2,9	2,4	35	17	12

(suite)

Tableau 1 (fin). PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et dans les pays en transition

PAYS EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 millions	1999-2001	1990-1992	1995-1997 %	1999-2001
	Guinée [4]	6,4	7,5	8,1	2,5	2,4	2,3	40	31
Libéria [5]	2,1	2,2	2,9	0,7	0,8	1,2	33	38	42
Mali [4]	9,0	10,2	11,4	2,2	2,7	2,4	25	27	21
Mauritanie [3]	2,0	2,3	2,7	0,3	0,3	0,3	14	11	10
Niger [4]	8,0	9,4	10,8	3,3	4,0	3,7	42	43	34
Nigéria [3]	88,5	102,1	113,9	11,2	7,8	9,1	13	8	8
Sénégal [4]	7,5	8,5	9,4	1,7	2,1	2,3	23	25	24
Sierra Leone [5]	4,1	4,1	4,4	1,9	1,7	2,2	46	42	50
Togo [4]	3,5	4,0	4,5	1,2	1,0	1,1	33	25	25

PAYS EN TRANSITION Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées		Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale	
	1993-1995	1999-2001	1993-1995	1999-2001	1993-1995	1999-2001
	millions		millions		%	

PAYS EN TRANSITION	414,1	411,8	25,2	33,6	6	8
COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS	284,8	283,4	20,6	28,8	7	10
Arménie [5]	3,7	3,8	2,0	1,9	55	51
Azerbaïdjan [4]	7,6	8,0	2,8	1,7	37	21
Bélarus [2]	10,3	10,2	0,1	0,3	—	3
Géorgie [4]	5,4	5,3	2,4	1,4	45	26
Kazakhstan [4]	16,7	16,2	0,2	3,5	—	22
Kirghizistan [3]	4,5	4,9	1,3	0,4	28	7
Rép. de Moldova [3]	4,3	4,3	0,2	0,5	5	12
Fédération de Russie [2]	148,4	145,5	6,4	6,2	4	4
Tadjikistan [5]	5,7	6,1	1,2	4,3	22	71
Turkménistan [3]	4,1	4,7	0,6	0,3	15	7
Ukraine [2]	51,7	49,6	1,2	2,0	—	4
Ouzbékistan [4]	22,3	24,9	2,1	6,4	10	26
PAYS BALTES	7,8	7,5	0,4	0,3	5	3
Estonie [2]	1,5	1,4	0,2	0,1	10	4
Lettonie [3]	2,6	2,4	0,1	0,2	3	6
Lituanie [1]	3,7	3,7	0,2	0,0	4	—
EUROPE ORIENTALE	121,5	121,0	4,1	4,5	3	4
Albanie [2]	3,2	3,1	0,2	0,1	5	4
Bosnie-Herzégovine [3]	3,6	4,0	0,5	0,3	13	8
Bulgarie [3]	8,5	8,0	0,7	1,3	8	16
Croatie [3]	4,6	4,7	0,8	0,5	18	12
République tchèque [1]	10,3	10,3	0,2	0,2	—	—
Hongrie [1]	10,2	10,0	0,1	0,0	—	—
Macédoine, L'ex-Rép. yougoslave de [3]	2,0	2,0	0,3	0,2	15	10
Pologne [1]	38,5	38,6	0,3	0,3	—	—
Roumanie [1]	22,8	22,4	0,4	0,2	—	—
Serbie-et-Monténégro [3]	10,5	10,6	0,5	0,9	5	9
Slovaquie [3]	5,3	5,4	0,2	0,2	4	5
Slovénie [1]	2,0	2,0	0,1	0,0	3	—

NOTES

Les chiffres qui suivent le nom du pays se rapportent aux catégories de prévalence (proportion de sous-alimentés dans la population en 1999-2001):

- [1] <2,5% de sous-alimentés
 [2] 2,5-4% de sous-alimentés
 [3] 5-19% de sous-alimentés
 [4] 20-34% de sous-alimentés
 [5] ≥35% de sous-alimentés

Ne sont pas inclus dans ce tableau les pays pour lesquels les données étaient insuffisantes

* comprend Taiwan Province de Chine

** faute d'estimations de la proportion de personnes sous-alimentées pour 1999-2001, on a utilisé les estimations pour 1998-2000 publiées dans SOFI 2002

— proportion inférieure à 2,5% de sous-alimentés

nd non disponible

0,0 zéro ou moins de la moitié de l'unité qui figure

SOURCES

Population totale: *Perspectives de la population mondiale*, Organisation des Nations Unies, révision de 2000. Sous-alimentation: estimations de la FAO

Tableaux

Tableau 2. DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, PAUVRETÉ, MORTALITÉ DES ENFANTS, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS ET RESSOURCES AFFECTÉES À L'AGRICULTURE dans les pays en développement et dans les pays en transition, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans la population totale 1999-2001 Région et pays	Disponibilités et diversification alimentaires		Pauvreté		Mortalité des enfants	Etat nutritionnel des enfants	Ressources affectées à l'agriculture
	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)	Part des aliments sans amidon dans la DEA totale	Population vivant en deçà du seuil de pauvreté		Taux de mortalité des moins de cinq ans	Enfants de moins de cinq ans atteints d'insuffisance pondérale	Aide extérieure
	1999-2001 kcal/jour et par personne	%	1990-2000 (dernière enquête) rurale	urbaine	2001 pour 1 000 naissances	1995-2001 (dernière enquête) %	1998-2000 \$EU constants de 1995, par travailleur agricole
MOINS DE 2,5% DE SOUS-ALIMENTÉS							
Asie et Pacifique							
Hong Kong, RAS de Chine	3 100	70	nd	nd	nd	nd	0
Malaisie	2 920	54	nd	nd	8	20	23
Corée, Rép. de	3 070	50	nd	nd	5	nd	0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Argentine	3 180	65	nd	30	19	5	70
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Jamahiriya arabe libyenne	3 320	53	nd	nd	19	5	98
Tunisie	3 340	48	14	4	27	4	212
Emirats arabes unis	3 330	63	nd	nd	9	7	1
PAYS EN TRANSITION							
République tchèque	3 080	69	nd	nd	5	1*	3
Hongrie	3 500	70	nd	nd	9	nd	1
Lituanie	3 260	51	nd	nd	9	nd	1
Pologne	3 390	58	nd	nd	9	nd	14
Roumanie	3 340	47	28	20	21	6*	15
Slovénie	3 060	60	nd	nd	5	nd	42
2,5 A 4% DE SOUS-ALIMENTÉS							
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Chili	2 850	57	nd	nd	12	1	6
Equateur	2 740	64	47	25	30	14	58
Uruguay	2 840	61	nd	nd	16	4*	120
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Egypte	3 370	35	23	23	41	4	47
Koweït	3 150	61	nd	nd	10	2	0
Liban	3 170	62	nd	nd	32	3	738
Arabie saoudite	2 840	51	nd	nd	28	14	1
République arabe syrienne	3 040	52	nd	nd	28	7	28
Turquie	3 360	47	nd	nd	43	8	0
PAYS EN TRANSITION							
Albanie	2 940	51	nd	nd	25	14	49
Bélarus	2 960	53	nd	nd	20	nd	0
Estonie	3 020	57	15	7	12	nd	3
Fédération de Russie	2 940	53	nd	nd	21	3	15
Ukraine	2 900	50	nd	nd	20	3	17
5 A 19% DE SOUS-ALIMENTÉS							
ASIE ET PACIFIQUE							
Chine**	2 970	41	5	2	39	10	3
Indonésie	2 900	30	nd	nd	45	25	13
Myanmar	2 810	26	nd	nd	109	28	0
Népal	2 440	23	44	23	91	48	15
Pakistan	2 460	49	36	24	109	38	8
Thaïlande	2 470	48	16	10	28	18	14
Viet Nam	2 500	26	57	26	38	34	16
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Brésil	3 000	66	33	13	36	6	34
Colombie	2 570	59	31	8	23	7	26
Costa Rica	2 760	62	26	19	11	5	82
Cuba	2 610	60	nd	nd	9	4	7
El Salvador	2 460	47	56	43	39	12	35
Guyana	2 540	48	nd	nd	72	12	67
Jamaïque	2 690	59	25	nd	20	4	98

(suite)

nd Données non disponibles

0 Zéro ou moins de la moitié de l'unité indiquée

* Données se rapportant aux années antérieures à 1995

** comprend Taïwan Province de Chine pour les disponibilités et la diversification

alimentaires; et Hong Kong, RAS de Chine pour l'aide extérieure à l'agriculture

***Faute d'estimations concernant les disponibilités et la diversification alimentaires pour 1999-2001, on a utilisé les estimations pour 1998-2000 publiées dans SOFI 2002

Tableau 2 (suite). DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, PAUVRETÉ, MORTALITÉ DES ENFANTS, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS ET RESSOURCES AFFECTÉES À L'AGRICULTURE dans les pays en développement et dans les pays en transition, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans la population totale 1999-2001 Région et pays	Disponibilités et diversification alimentaires		Pauvreté		Mortalité des enfants	Etat nutritionnel des enfants	Ressources affectées à l'agriculture
	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)	Part des aliments sans amidon dans la DEA totale	Population vivant en deçà du seuil de pauvreté		Taux de mortalité des moins de cinq ans	Enfants de moins de cinq ans atteints d'insuffisance pondérale	Aide extérieure
	1999-2001 kcal/jour et par personne	%	1990-2000 (dernière enquête) rurale urbaine %		2001 pour 1 000 naissances	1995-2001 (dernière enquête) %	1998-2000 \$EU constants de 1995, par travailleur agricole
Mexique	3 150	53	nd	nd	29	8	54
Paraguay	2 560	59	29	20	30	4*	108
Pérou	2 600	46	65	40	39	7	42
Suriname	2 630	56	nd	nd	32	nd	519
Trinité-et-Tobago	2 710	62	20	24	20	7	108
Venezuela	2 330	59	nd	nd	22	4	23
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Algérie	2 970	40	30	15	49	6	41
Iran, République islamique d'	2 930	39	nd	nd	42	11	0
Jordanie	2 740	48	nd	nd	33	5	788
Maroc	3 000	36	27	12	44	10*	24
AFRIQUE SUBSAHARIENNE							
Bénin	2 480	27	nd	nd	158	23	36
Burkina Faso	2 460	25	51	17	197	34	19
Côte d'Ivoire	2 590	34	nd	nd	175	21	21
Gabon	2 580	54	nd	nd	90	12	29
Ghana	2 620	29	34	27	100	25	24
Mauritanie	2 730	48	61	25	183	32	83
Maurice	2 980	54	nd	nd	19	15	144
Namibie	2 700	34	nd	nd	67	26*	72
Nigéria	2 770	34	36	30	183	31	2
Swaziland	2 570	52	nd	nd	149	10	93
Ouganda	2 370	56	nd	nd	124	23	18
PAYS EN TRANSITION							
Bosnie-Herzégovine	2 730	48	nd	nd	18	4	182
Bulgarie	2 630	65	nd	nd	16	nd	118
Croatie	2 620	63	nd	nd	8	1	7
Kirghizistan	2 860	32	70	49	61	11	175
Lettonie	2 790	60	nd	nd	21	nd	44
Macédoine, L'ex-Rép. yougoslave de	2 660	62	nd	nd	26	6	110
Rép. de Moldova	2 680	46	27	nd	32	3	20
Serbie et Monténégro	2 720	68	nd	nd	19	2	4
Slovaquie	2 910	63	nd	nd	9	nd	5
Turkménistan	2 760	37	nd	nd	87	12	0
20 A 34% DE SOUS-ALIMENTÉS							
ASIE ET PACIFIQUE							
Bangladesh	2 160	17	37	19	77	52	13
Corée, Rép. pop. dém. de	2 180	33	nd	nd	55	28	5
Inde	2 490	39	30	25	93	47	3
Lao, Rép. dém. pop.	2 280	22	41	27	100	40	36
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 180	45	41	16	94	35	10
Philippines	2 370	44	51	20	38	32	52
Sri Lanka	2 330	44	27	15	19	33	29
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Bolivie	2 240	49	82	nd	77	8	82
Rép. dominicaine	2 320	66	30	11	47	5	116
Guatemala	2 160	47	nd	nd	58	24	80
Honduras	2 400	54	51	57	38	17	128
Nicaragua	2 250	49	69	31	43	10	227
Panama	2 250	62	65	15	25	8	475
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Iraq***	2 150	34	nd	nd	133	16	1
Yémen	2 050	32	45	31	107	46	12
AFRIQUE SUBSAHARIENNE							
Botswana	2 270	52	nd	nd	110	13	24
Cameroun	2 240	42	nd	nd	155	22	13
Tchad	2 150	41	67	63	200	28	13
Congo	2 210	37	nd	nd	108	14	2

(suite)

Tableaux

Tableau 2 (fin). DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, PAUVRETÉ, MORTALITÉ DES ENFANTS, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS ET RESSOURCES AFFECTÉES À L'AGRICULTURE dans les pays en développement et dans les pays en transition, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans la population totale 1999-2001 Région et pays	Disponibilités et diversification alimentaires		Pauvreté		Mortalité des enfants	Etat nutritionnel des enfants	Ressources affectées à l'agriculture
	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)	Part des aliments sans amidon dans la DEA totale	Population vivant en deçà du seuil de pauvreté		Taux de mortalité des moins de cinq ans	Enfants de moins de cinq ans atteints d'insuffisance pondérale	Aide extérieure
	1999-2001 kcal/jour et par personne	%	1990-2000 (dernière enquête) rurale	urbaine %	2001 pour 1 000 naissances	1995-2001 (dernière enquête) %	1998-2000 \$EU constants de 1995, par travailleur agricole
Gambie	2 280	48	61	48	126	17	52
Guinée	2 330	40	nd	nd	169	33	18
Lesotho	2 310	19	54	28	132	18	57
Malawi	2 170	23	67	55	183	25	14
Mali	2 370	29	nd	nd	231	33	30
Niger	2 130	28	66	52	265	40	10
Sénégal	2 280	39	40	nd	138	23	37
Soudan	2 290	46	nd	nd	107	34*	4
Togo	2 310	23	nd	nd	141	25	7
PAYS EN TRANSITION							
Azerbaïdjan	2 380	32	nd	nd	96	17	55
Géorgie	2 290	38	10	12	29	3	31
Kazakhstan	2 360	50	39	30	99	4	20
Ouzbékistan	2 270	39	nd	nd	68	19	14
35% OU PLUS DE SOUS-ALIMENTÉS							
ASIE ET PACIFIQUE							
Cambodge	1 970	21	40	21	138	45	25
Mongolie	2 070	57	33	39	76	13	63
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Haiti	2 040	46	66	nd	123	17	13
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Afghanistan***	1 630	27	nd	nd	257	49	1
AFRIQUE SUBSAHARIENNE							
Angola	1 900	32	nd	nd	260	31	4
Burundi	1 610	49	nd	nd	190	45	2
République centrafricaine	1 960	43	nd	nd	180	23	6
Congo, Rép. dém. du	1 570	23	nd	nd	205	34	0
Erythrée	1 670	24	nd	nd	111	44	8
Ethiopie	1 910	19	45	37	172	47	4
Kenya	2 040	43	46	29	122	22	5
Libéria	2 080	37	nd	nd	235	27	3
Madagascar	2 070	25	77	52	136	40	17
Mozambique	1 950	25	71	62	197	26	16
Rwanda	2 000	49	nd	nd	183	24	12
Sierra Leone	1 930	36	nd	nd	316	27	8
Somalie***	1 600	65	nd	nd	225	26	1
République-Unie de Tanzanie	1 970	29	50	24	165	29	7
Zambie	1 900	23	83	56	202	24	26
Zimbabwe	2 100	42	48	8	123	13	23
PAYS EN TRANSITION							
Arménie	2 000	40	nd	nd	35	3	97
Tadjikistan	1 720	33	nd	nd	116	nd	36

NOTES

Aliments sans amidon: toutes sources alimentaires pour la DEA, à l'exception des céréales et des racines et tubercules.

Pauvreté, urbaine ou rurale: pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté, urbaine ou rurale. Ces seuils de pauvreté sont des niveaux de vie distincts pour les populations urbaines ou rurales, établis sur la base de la consommation de biens et de services de première nécessité.

Mortalité des moins de cinq ans: probabilité qu'un nouveau-né meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans, aux taux de mortalité courants pour son âge. La probabilité est exprimée en taux pour 1 000 naissances vivantes.

Insuffisance pondérale: enfants de moins de cinq ans (0-4,99 ans), avec les exceptions suivantes: 0-2,99 ans pour le Cameroun, l'Erythrée, l'Inde, le Kirghizistan, Madagascar, le Mozambique, Myanmar, le Togo et l'Ouzbékistan; 0,5-2,99 ans pour l'Afghanistan; 0,25-4,99 ans pour El Salvador, le Honduras et Sri Lanka; 0,5-4,99 ans pour le Burundi, la Guinée et l'Ex-République yougoslave de Macédoine; 0-5,99 ans pour le Chili; 1,0-5,99 ans pour la Croatie; 1,0-6,99 ans pour le Costa Rica.

Aide extérieure à l'agriculture: engagements d'aide monétaire assortis ou non de conditions de faveur, pris par des donateurs bilatéraux et multilatéraux en faveur du développement de l'agriculture, y compris agro-industrie, activités environnementales liées à l'agriculture, fabrication d'intrants agricoles, mise en valeur des régions et des fleuves, recherche, formation et vulgarisation et développement rural.

SOURCES

Disponibilités et diversification alimentaires et ressources affectées à l'agriculture: estimations de la FAO

Pauvreté et mortalité des enfants: *Indicateurs mondiaux du développement 2003*, Banque mondiale

Etat nutritionnel des enfants: Organisation mondiale de la santé, Global Database on Child Growth and Malnutrition 2003, sauf pour la Bosnie-Herzégovine, le Congo, la République de Moldova, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Arabie saoudite, la Sierra Leone, le Swaziland, la Trinité-et-Tobago, pour lesquels les données proviennent de la base de données en ligne de l'UNICEF.

Sources

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2003 est fondé sur des données et analyses fournies par les divisions techniques de la FAO. Les ouvrages de référence de certains articles de la présente édition sont les suivants:

Pages 10-11

Dorrington, R. et Johnson, L. 2002. In Barnett, T. y Whiteside, A. 2002. *AIDS in the twenty-first century*. Palgrave Macmillan, New York. 432 p.

De Waal, A. et Tumushabe, J. 2003. *HIV/AIDS and food security in Africa – a report for DFID*. 22 p. (polycopie)

Dixon, S., McDonald, S. et Roberts, J. 2002. The impact of HIV/AIDS on Africa's economic development. *British Medical Journal*, 324: 232-234.

Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries, Ouganda. 2002. *L'impact du VID/SIDA sur la production agricole et l'intégration de messages sur le SIDA dans la stratégie agricole en Ouganda*. FAO, Rome, 24 p.

Stover, J., Bollinger, L., Kerkhoven, R., Mutangadura, G. et Mukurazita, D. 1999. *The economic impact of AIDS in Zimbabwe*. The Futures Group International. 15 p.

ONUSIDA et OMS. 2002. *AIDS epidemic update*. Genève. 40 p.

Bureau fédéral des recensements des Etats-Unis. *World Population Profile, 2002*. Washington.

Pages 12-13

CEH Wallingford. 2002. *The Water Poverty Index: International comparisons* (disponible à www.nwl.ac.uk/research/WPI/images/wpaper.pdf).

FAO. 2003. *Déverouiller le potentiel de l'eau en agriculture*. Rome. 62 p.

FAO. 2003. *Preliminary review of the impact of irrigation on poverty*. Rome. 48 p.

FAO. 2002. *Eau et agriculture: produire plus avec moins d'eau*. Rome. 22 p.

PNUE/GRID-Arendal. 2002. *Environment & Poverty Times*, 1(1): 12.

Pages 14-15

Institut international de recherche sur l'élevage. 2002. *Mapping poverty and livestock in the developing world*. Nairobi. 124 p.

Pages 16-21

Anderson, K., François, J., Hertel, T., Hoekman, B. et Martin, W. 2000. *Potential gains from trade reform in the new millennium*. Communication présentée à la troisième Conférence annuelle sur l'analyse économique mondiale, 27-30 juin 2000, Monash University, Melbourne, Australie.

FAO. 2003. *Agriculture mondiale: horizon 2015/2030 – une étude de la FAO*. FAO et Earthscan, Londres. 432 p. (à paraître)

FAO. 2002. *Agriculture mondiale: horizon 2015/2030 – rapport abrégé*. Rome. 97 p.

FAO. 2002. *Etudes de la FAO sur des aspects sélectionnés des négociations de l'OMC sur l'agriculture*. Rome. 286 p.

FAO. 2001. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2001*. Rome. 322 p.

FAO, FIDA et PAM. 2002. *Réduction de la pauvreté: le rôle déterminant du financement de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural*. Rome. 29 p.

Gallup, J., Sachs, J. et Mellinger, A. 1999. *Geography and economic development*. CID Working Paper No. 1. Harvard University, Cambridge, Etats-Unis.

McMillan, M., Rodrik, D. et Welch, K.H. 2002. *When economic reform goes wrong: cashews in Mozambique*. Tufts University et Harvard University. 60 p.

Pages 26-27

Henninger, N. et Snel, M. 2002. *Where are the poor? Experiences with the development and use of poverty maps*. World Resources Institute et PNUE/GRID-Arendal. Washington et Arendal, Norvège. 66 p.

Benson, T., Kaphuka, J., Kanyana, S. et Chinula, R. 2002. *Malawi – an atlas of social statistics*. National Statistics Office, Gouvernement du Malawi et IFPRI. Zomba, Malawi et Washington. 106 p.

Panama Ministry of Economics and Finance. 1999. *Mapas de la pobreza* (disponible à [www.mef.gob.pa/indicadores/Mapas de la pobreza.asp](http://www.mef.gob.pa/indicadores/Mapas%20de%20la%20pobreza.asp))

Pages 28-29

Suraiya, I., Immink, M. et Nantel, G. 2002. *Community-based food and nutrition programmes: What makes them successful?* Rome, FAO. 54 p. (polycopie)

Kibwezi community and African Medical and Research Foundation. 1994. Dans FAO, *Alimentation, nutrition et agriculture*, 10 (disponible à www.fao.org/docrep/t2860t/t2860t06.htm).



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Les dernières estimations FAO de la faim dans le monde montrent clairement que des progrès vers la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) sont possibles. Elles indiquent également et de façon irréfutable que sans un engagement redoublé, aux niveaux national et mondial, l'objectif de réduire de moitié le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 ne sera pas atteint.

Dans toutes les régions en développement, un certain nombre de pays ont réussi à réduire la faim, de manière sensible et constante, depuis 1990-1992, la période de référence du Sommet mondial de l'alimentation. Malheureusement, ces pays sont une exception, et non pas la règle. En 1999-2001, le nombre des personnes sous-alimentées dans l'ensemble du monde en développement était estimé à 798 millions, soit à peine 19 millions de moins que pendant la période de référence du SMA. Pire encore, au cours de la période de quatre ans pour laquelle on dispose de données récentes, aucune diminution du nombre estimatif des personnes sous-alimentées n'a été enregistrée dans les pays en développement. En réalité, ce nombre a augmenté de 4,5 millions par an.

Cette cinquième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* présente en détail les récentes tendances observées dans les pays en développement et dans les pays en transition. Elle contient également une analyse des facteurs qui ont favorisé ou entravé les efforts déployés vers l'objectif du SMA. D'autres articles analysent l'impact sur la sécurité alimentaire de facteurs aussi divers que la pandémie de VIH/SIDA, la gestion améliorée des ressources en eau et l'intégration croissante des pays en développement dans les marchés et les accords commerciaux internationaux.

La présente édition du SOFI met en relief l'existence de signes prometteurs indiquant que de nombreux pays considèrent la persistance de la faim non pas comme un motif de désespoir, mais plutôt comme une incitation urgente à l'action. Divers pays ont lancé des campagnes agressives pour la réalisation de l'objectif du SMA sur le territoire national. Plusieurs d'entre eux se sont engagés à éradiquer totalement la faim. Les stratégies mises en œuvre pour y parvenir renferment les éléments clés d'une action sur deux fronts conjuguant des interventions immédiates destinées à garantir l'accès des personnes souffrant de la faim à la nourriture, et des initiatives de développement visant à augmenter l'emploi, le revenu et la production vivrière dans les communautés appauvries.

Ces pays montrent le chemin à suivre. Avec un engagement comparable à l'échelle mondiale, l'objectif du SMA est encore réalisable.



ISBN 92-5-104628-X



9 789251 046289

TC/M/Y1500E/1/9.01/20000